

APPRENDRE DE SES ERREURS LA GAUCHE FACE AU FRONT NATIONAL

Fondation Jean Jaurès



## APPRENDRE DE SES ERREURS LA GAUCHE FACE AU FRONT NATIONAL

**SARAH PROUST**

Préface de Sylvain Crépon

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation  
Jean Jaurès

**APPRENDRE DE SES ERREURS**  
**LA GAUCHE FACE AU FRONT NATIONAL**

---

**SARAH PROUST**

**Sarah Proust** est adjointe au maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en charge de la prévention et de la tranquillité publique. Après avoir milité au milieu des années 1990 dans une association de lutte contre le Front national, elle s'est engagée en 2000 au Parti socialiste dont elle est secrétaire nationale depuis 2012, aujourd'hui en charge de la formation des militants. Elle a publié en 2013 *Le Front national : le hussard brun contre la République* (Le Bord de l'eau/Fondation Jean-Jaurès).

Photographie de couverture : © FRANK PERRY / AFP

Environ 5 000 personnes manifestent, le 22 avril 2002 dans les rues de Nantes, pour protester contre la présence du candidat du Front national Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

Ce livre est dédié à toutes les militantes et tous les militants que j'ai eu le plaisir de rencontrer ces dernières années et qui donnent tant de sens à ce que je fais à Nice, Lille, Vesoul, Montpellier, Saint-Dizier, Morières-lès-Avignon, Champagne-sur-Seine, Châtillon, Sète, Vannes, La Roche-sur-Yon, Tarbes, Paris, Perpignan, Orléans, Marseille, Montluçon, Reims, Argelès-Gazost, Arras, Chartres, Beaumont-sur-Oise, Conflans-Sainte-Honorine. J'ai beaucoup appris d'eux. Qu'ils soient ici vivement remerciés.

## Remerciements

Je remercie la Fondation Jean-Jaurès d'avoir accepté la publication de cet ouvrage ; Sylvain Crépon pour nos échanges si riches et son soutien si précieux ; Jean-Yves Camus, Nicolas Lebourg et Joël Gombin pour leur écoute, leur disponibilité et leur bienveillance ; Ferial, Florence, Muriel et Joël pour leur relecture attentive et leurs remarques qui m'ont longuement fait réfléchir pour arriver à l'idée juste ; Elsa Di Méo, avec qui le militantisme et la camaraderie ne sont pas que de jolis mots ; Richard Bouigue, pour sa vigilance et ses encouragements ; Maxime des Gayets, ami et camarade toujours présent.

Clin d'œil à Iris qui a beaucoup entendu cette année : « J'ai du travail ce soir. »

## PRÉFACE

**Sylvain Crépon**

membre de l'Observatoire des radicalités politiques  
de la Fondation Jean-Jaurès, maître de conférences  
en science politique à l'université de Tours

Lorsque la Fondation Jean-Jaurès a proposé à l'équipe de chercheurs réunis autour de Jean-Yves Camus, dont je fais partie, de fonder en son sein l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP), celle-ci a posé une condition qui paraissait fondamentale à tous ses membres : son activité devait consister uniquement à présenter et à diffuser ses recherches sur les phénomènes de radicalité politique et/ou religieuse. Il était exclu de dispenser des éléments de langage dans le but de contrecarrer les discours politiques des mouvements ou partis faisant l'objet de ses recherches. Cette position tient en partie au fait que plusieurs membres de l'ORAP mènent des enquêtes de terrain au sein de ces structures, notamment le Front national, ce qui nécessite bien souvent de gagner la confiance des cadres, adhérents, militants, voire simples sympathisants qu'ils interviewent. Cela exclut bien entendu d'endosser une posture d'opposant politique. Mais s'en tenir à une démarche strictement scientifique risque de déplaire non seulement aux organisations étudiées, dès lors que les conclusions exposées contredisent leurs discours et stratégies, mais également à leurs adversaires, ce qui ne constitue pas le moindre des paradoxes.

Étudier une organisation partisane consiste à cerner à froid la manière dont elle interagit dans le champ politique. Cela revient à établir des comparaisons avec l'ensemble des forces inscrites dans la compétition électorale, afin de cerner leurs spécificités respectives. Mettre en perspective la structuration de partis de gouvernement avec celle du Front national peut s'avérer une méthode de recherche fructueuse, mais risque parfois de déstabiliser les partis concernés. À titre d'exemple, lors de conférences ou de séminaires au siège de la Fondation Jean-Jaurès où j'exposais mes travaux, combien de fois ai-je vu des responsables du Parti socialiste lever les yeux au ciel, exaspérés, lorsque je mettais en miroir la logique de sélection et de promotion des candidats socialistes avec celle des candidats frontistes ? Alors que la première, désormais élitiste, repose pour l'essentiel sur les ressources scolaires et langagières, ce qui conduit le Parti socialiste à se couper de relais au sein des catégories populaires qu'il est censé représenter et défendre<sup>1</sup>, la seconde tient davantage au degré d'investissement sur le terrain, ce qui permet à un public profane d'accéder à des responsabilités qu'aucun autre parti de l'échiquier n'est disposé à lui offrir eu égard à son origine sociale<sup>2</sup>. Sans en conclure que l'électorat populaire socialiste serait désormais séduit par le Front national<sup>3</sup>, on ne peut faire l'économie de ce type de comparaison si l'on veut saisir

les spécificités du fonctionnement des partis positionnés comme antisystème. Cela permet également de comprendre pourquoi les autres partis, et notamment ceux de gauche, se coupent de leur base électorale traditionnelle, qui se réfugie dans l'abstention de manière croissante. À l'ORAP, nous savons gré à la Fondation Jean-Jaurès de nous avoir laissé une totale liberté dans la présentation de nos analyses, au risque que celles-ci heurtent parfois une partie de la direction socialiste.

Aussi plusieurs d'entre nous espéraient-ils depuis des années qu'un responsable socialiste entamerait enfin un *aggiornamento* lucide sur la stratégie de l'appareil du Parti socialiste vis-à-vis du Front national. Car il faut bien en convenir : les dispositifs socialistes pour contre-carrer la poussée frontiste n'ont cessé de montrer leur inefficacité. Les dernières élections régionales ont été, sur ce point, emblématiques, la gauche ayant dû soutenir la droite pour éviter que des régions ne soient contrôlées par le parti de Marine Le Pen. Alors que la gauche a fait du Front national une de ses obsessions idéologiques depuis l'émergence électorale de ce dernier dans les années 1980, jamais elle n'a semblé en mesure de briser la vague nationaliste, que ce soit par ses dispositifs militants, ses discours idéologiques ou ses propositions programmatiques. Les rares fois où la poussée Front national a été freinée, cela tenait à ses aléas internes (scission Le Pen/Mégret en 1999) ou aux stratégies victorieuses des adversaires de la gauche (campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 tout axée sur la récupération de l'électorat populaire frontiste).

C'est pourquoi l'ouvrage de Sarah Proust mérite d'être salué. Il apparaît en effet comme le premier véritable examen critique par un responsable socialiste des rapports que le Parti socialiste entretient avec le Front national. Dans son livre, l'auteure, qui durant toute

1. Voir sur ce point Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, 2006 ; Rémi Lefebvre, « Le sens flottant de l'engagement socialiste. Usages et effets de la "démocratisation" interne du PS », dans Rémi Lefebvre, Antoine Roger (dir.), *Les Partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

2. Cet aspect ne doit pas occulter le fait que le FN tente de se constituer une élite intellectuelle et technocratique afin de pallier son déficit de cadres familiers avec la technocratie, et donc à même de gérer des exécutifs locaux ou nationaux. Voir sur ce point Sylvain Crépon, Nicolas Lebourg, « Le renouvellement du militantisme frontiste », dans Sylvain Crépon, Alexandre Déz, Nonna Mayer, *Les Faux-Semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

3. Voir sur ce point Nonna Mayer, « Le plafond de verre électoral entamé mais pas brisé », dans Sylvain Crépon, Alexandre Déz, Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national*, op. cit.

sa carrière militante n'a cessé de s'intéresser au Front national – auquel elle a d'ailleurs consacré plusieurs publications remarquables –, revient sur les erreurs commises par la gauche en général, et le Parti socialiste en particulier, face à la dynamique frontiste. Se cantonnant aux périodes où elle a été politiquement active, du début des années 2000 à aujourd'hui, elle présente les principales erreurs (de jugement ou pratiques) commises par le Parti socialiste vis-à-vis du Front national, avant d'esquisser quelques pistes de réponses politiques et stratégiques.

Elle fait preuve dans son analyse critique de trois qualités essentielles. La première tient peut-être à sa prise de distance avec la mythologie antifasciste développée dans les années 1980. Horrifiés par les déclarations provocatrices de son leader relatives à la Seconde Guerre mondiale ou à la torture durant la guerre d'Algérie, nombre de socialistes ont cru qu'ils avaient alors affaire à un mouvement proprement néonazi. Ils se sont donc appuyés, pour s'y opposer, sur un référentiel antifasciste aussi inapproprié que désuet. Le Parti socialiste n'avait manifestement pas pris la juste mesure idéologique du Front national. Ce dernier, s'il mobilisait un registre discursif indéniablement nationaliste et d'extrême droite, ne pouvait pour autant être associé aux idéologies totalitaires qui ont sévi en Europe dans les années 1930 et 1940. De ce point de vue, le parti lepéniste se rapprocherait bien davantage d'une synthèse entre boulangisme et nationalisme maurrassien que du national-socialisme hitlérien.

On pourrait ajouter que la position du Parti socialiste à l'égard de l'extrême droite en général et du Front national en particulier est constitutive de son histoire, voire de son identité, et ce, depuis l'affaire Dreyfus. Alors qu'elle était aux prises avec l'opposition nationaliste et catholique antidreyfusarde, la gauche républicaine a définitivement

épousé la cause universaliste des droits de l'homme en déniait toute légitimité républicaine aux discours xénophobes et antisémites, qu'elle a même alors dû expurger de ses propres rangs. Plus tard, face au contexte factieux des années 1930, elle a dû affronter jusqu'en son sein des dérives autoritaires, intégralistes, voire racistes. Lors de l'Occupation, elle a été amenée à remobiliser ces valeurs universalistes face aux idéologies totalitaires, fascistes et nazies, mais aussi, plus tard, soviétiques. Après la Libération, enfin, l'éthique démocratique s'étant redéfinie contre le nationalisme expansionniste, mais aussi à partir du traumatisme de l'extermination des Juifs d'Europe, la gauche a fini par épouser la lutte anticoloniale.

Mais, dans les années 1980, l'opposition idéologique au Front national ne manque pas de maladresse en abandonnant l'universalisme républicain tel qu'il avait été mobilisé depuis l'affaire Dreyfus au profit d'une apologie de la différence ayant une consonance quelque peu ethnique (le fameux « Black, blanc, beur » de SOS Racisme). En effet, cette mise en avant de la différence pouvait étrangement faire écho, sans naturellement y être éthiquement assimilable, à l'ethno-différentialisme de la Nouvelle Droite (qui postule une égalité, mais dans le même temps une étanchéité entre les cultures) et dont l'influence a commencé à percer au sein du parti frontiste dès le milieu des années 1980. SOS Racisme a certes par la suite renoué avec l'universalisme, mais cette posture idéologique a pu semer le trouble parmi les militants attachés à l'identité républicaine du socialisme français. Aussi Sarah Proust propose-t-elle opportunément de revenir à ces fondements universalistes, par exemple à une laïcité non instrumentalisée par les débats contemporains entre diversité et assimilation. Cela ne l'empêche pas de se montrer lucide sur les dangers de l'islamisme et les dérives, certes marginales mais néanmoins



réelles, d'un clientélisme à consonance ethnique que l'on voit se développer dans des territoires qui ne se limitent pas aux banlieues.

La deuxième qualité de ce livre tient à la grande honnêteté intellectuelle de l'auteure et à sa capacité de remise en question. Forte de son expertise sur le Front national et de son expérience militante, elle a pu très précisément pointer les limites et les contradictions de la stratégie de l'appareil Parti socialiste face au parti lepéniste. Elle évoque ainsi la contradiction discursive entourant les régionales, certains dirigeants socialistes assimilant la droite au Front national avant le premier tour, pour appeler finalement à soutenir les candidats Les Républicains au second tour. Pointer les limites de la stratégie du Parti socialiste à l'égard du Front national s'avère d'autant plus audacieux de la part de l'auteure que le militantisme socialiste s'est revivifié très significativement dans les années 1980 et 1990 à travers son opposition au Front national, et ce dans une période où l'exercice du pouvoir et l'adaptation plus ou moins assumée au « principe de réalité » de l'économie de marché n'ont pas manqué de troubler certains adhérents et électeurs<sup>4</sup>. Dès lors, les valeurs morales antiracistes, au demeurant légitimes, ont pu prendre le pas sur la question sociale, et le Front national devenir le principal ennemi des socialistes en lieu et place de la droite et de ses projets de libéralisation de l'économie et de conservatisme moral. Nul doute que tout un pan de l'électorat de gauche, et peut-être parmi les couches les plus fragiles socialement, a pu éprouver un certain désarroi, voire se sentir abandonné devant cette substitution d'orientation tenant à des facteurs tant politiques que stratégiques. Ce constat, s'il a été dressé il y a déjà

4. Gaël Brustier, Fabien Escalona, « La gauche et la droite face au Front national », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national*, op. cit.

de nombreuses années par des chercheurs en science politique<sup>5</sup>, n'était jusqu'ici repris par des responsables socialistes que de manière très marginale, ce qui rend l'ouvrage de Sarah Proust salutaire.

Enfin, la troisième qualité de l'ouvrage tient au fait que l'auteure connaît très bien la littérature scientifique sur le Front national. Cette appropriation lui permet par exemple de bien saisir les logiques d'ancrage territorial du FN, les spécificités de son électorat. Elle s'attache ainsi à en comprendre les ressorts, voire les difficultés et les angoisses, de manière objective, et donc sans tomber dans le dénigrement. À cet égard, elle n'hésite pas à critiquer l'élitisme social et intellectuel par lequel certains socialistes dénigrent les électeurs frontistes, supposés incultes. Ce faisant, elle fait preuve d'une empathie face à la détresse d'une partie de cet électorat, au demeurant adverse, renouant ainsi avec la vocation socialiste à trouver des réponses aux situations des déshérités qui ne dévient pas des valeurs tant égalitaires qu'égalitaristes.

Ces multiples qualités, tant intellectuelles qu'humanistes, permettent à Sarah Proust de poser un regard distancié, et donc lucide, sur les rapports que son parti entretient avec celui de Marine Le Pen pour proposer un renouvellement d'approche. Elle commence ainsi par saisir les raisons du désarroi d'une jeunesse qui a intégré depuis longtemps qu'elle vivrait moins bien que la génération précédente, et pour laquelle Marine Le Pen ne tient plus les discours effrayants de son père. Son ouvrage aurait ainsi pu s'intituler « La gauche au prisme du Front national », tant son analyse en dit sans doute davantage sur

5. Henri Rey, Françoise Subileau, Colette Ysmal, « Les adhérents socialistes en 1998 », *Les Cahiers du Cevipof*, n° 23, mai 1999.

le Parti socialiste que sur le Front national. Reste à savoir si l'appel de l'auteure sera entendu. Car, si nombre de cadres socialistes sont convaincus de l'inefficacité de leur stratégie face au Front national, et donc du bien-fondé de cette entreprise comparative et de la nécessité de la prendre en considération pour redéfinir les orientations stratégiques de leur parti, force est de constater que beaucoup de résistances sont à l'œuvre. Celles-ci tiennent sans doute moins à de la mauvaise volonté qu'à la difficulté de bouleverser une logique organisationnelle tenant à la structuration sociologique du Parti socialiste. Ce dernier se voit en effet désormais presque exclusivement investi par les classes moyennes éduquées du secteur public, celles qui ont le moins à redouter les conséquences des bouleversements économiques, sociaux ou internationaux, comme la mondialisation, qui à l'inverse rendent toujours plus pessimistes les catégories populaires du secteur privé. Or, on sait que le pessimisme est un des premiers ressorts du vote frontiste.

## INTRODUCTION

La victoire de Donald Trump aux États-Unis annonce-t-elle celle de Marine Le Pen en France en 2017 ? Je ne le pense pas. Existe-t-il des ressemblances qui sonnent comme un ultime coup de semonce pour la gauche française avant l'échéance de 2017 ? J'en suis convaincue. Dans un article publié sur le site L'Œil sur le Front<sup>6</sup>, Jean-Yves Camus affirme : « Disons-le d'emblée : oui, il y a des similitudes entre l'électorat de Donald Trump et celui de Marine Le Pen. Le premier a été élu par cette partie de l'Amérique semblable à ces Français que la seconde appelle "les oubliés" : le cœur de son électorat est effectivement composé d'hommes blancs socialement assimilables aux "cols bleus", dont le niveau d'éducation est inférieur au "college", ce qui chez nous signifierait n'ayant pas atteint le bac. »

Si le politologue évoque cette analogie, c'est pour mieux démontrer ensuite que les deux situations demeurent très différentes. Donald Trump a conquis aussi un électorat aisé, il appartient à un grand parti de gouvernement, les modes de scrutin et le rapport des citoyens au vote sont trop différents pour qu'un rapprochement ait du sens.

Néanmoins, la victoire de Donald Trump nous interpelle. Selon moi, s'il existe un point commun entre les deux situations, c'est bien le mépris de classe avec lequel sont traités les électeurs de Donald Trump et ceux de Marine Le Pen. Or, on ne combat pas leurs orientations, leurs

---

6. Jean-Yves Camus, « Non, les phénomènes Trump et Le Pen ne sont pas les mêmes », Paris, L'Œil sur le Front/Fondation Jean-Jaurès, 16 novembre 2016.

outrances, leurs idées, leurs relents xénophobes ou leur nationalisme par le mépris. On les combat éclairé par le fait que, dans le monde, une lame de fond faite d'angoisse collective, de désespérance individuelle, voire de nihilisme, émerge et parfois submerge les votes dans des pays plutôt habitués à des politiques médianes.

Durant cette année électorale française, ne commettons pas l'erreur d'afficher ce mépris pour les électeurs. Ne considérons pas non plus que la victoire de Marine Le Pen est impossible parce qu'elle n'est pas souhaitable. Le risque existe, seule une bataille peut l'écarter. Tel est le principal message que je tente depuis quatre ans de faire passer dans l'ensemble des réunions et des rencontres avec les militants que j'ai eu la chance d'animer partout en France au nom du Parti socialiste.

Depuis quatre ans en effet, comme secrétaire nationale, je vais à la rencontre de ceux qui m'invitent à travailler sur le FN. Le but est de leur livrer une analyse et des outils nouveaux, forgés à partir de ces échanges ainsi que par un intense travail avec Elsa Di Méo, également secrétaire nationale du PS. Depuis presque trois ans, comme élue locale<sup>7</sup>, je suis témoin de cette lame de fond. Mon souci premier a été de livrer un regard critique sur notre action : la gauche a-t-elle bien agi face au Front national ? Avons-nous recouru aux bons outils, aux arguments les plus justes ? Non, puisque le FN n'a cessé de se renforcer. Encore faut-il le dire, l'assumer et changer de direction. Or, changer de direction nécessite de se poser beaucoup de questions. Ce livre en laisse quelques-unes en suspens. Ce sont autant de chantiers ouverts pour les temps qui viennent. D'autres doivent trouver des réponses immédiates, c'est ce que je me suis efforcée d'apporter. Il me semble en outre nécessaire d'évoquer dès cette introduction quatre

7. Maire-adjointe du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en charge de la prévention et de la tranquillité publique.

questions, celles qui m'ont le plus occupée ces derniers mois, que ce soit durant l'écriture de ce livre ou lors des rencontres avec des militants partout en France.

### **Est-il utile de remuer le passé et d'évoquer nos erreurs ? Nous avons tant à préparer pour demain.**

C'est la première question qui m'a été posée à Orléans lors d'un débat en 2014. Selon moi, examiner nos erreurs, les comprendre, les assumer, les partager sont des étapes indispensables pour avancer, être crédible et trouver le bon chemin. Comment être prêts à livrer bataille demain si nous n'analysons pas nos échecs d'hier ? Je crois la victoire possible en 2017, elle est nécessaire à tout le moins et elle n'advient pas sans un exercice d'analyse de ce que nous sommes et de nos actions, face au Front national comme sur d'autres sujets.

### **N'est-il pas un peu facile de publier un livre sur les erreurs de la gauche à quelques mois de la présidentielle de 2017 ?**

Non, il n'est pas facile de jeter un regard critique sur soi, sa famille politique, ses actes, ses manquements. Mais le contenu de ce livre est en grande partie issu de ce que je partage avec les militants, avec lesquels je travaille depuis quatre ans. Ils en ont été les premiers destinataires. Ils m'ont aidée à affiner chacune de mes idées par leurs questions, leurs analyses, leurs expériences – leurs craintes, aussi. Sans eux, ce travail n'existerait pas. Il a été accompli pour eux et avec eux. Ils ont été nombreux à m'encourager non seulement à continuer, mais surtout à donner plus d'ampleur à ce travail.

### **Pourquoi évoquer les erreurs de la gauche à partir de 1998 et pas avant ?**

C'est à Tarbes en février 2016 que l'on m'a posé pour la première fois cette question. J'aurais pu en effet retracer toute l'histoire du combat de la gauche face à l'extrême droite. J'aurais pu, sans même remonter d'un siècle, commencer par exemple par examiner la responsabilité de François Mitterrand dans la montée du FN, son jeu tactique. Mais j'ai voulu traiter des erreurs dont j'ai moi-même été témoin depuis que je milite au PS. Je ne suis pas chercheuse, je n'ai pas pour ambition de livrer une analyse exhaustive et objective. Je suis une responsable politique qui s'efforce de faire comprendre les errements de sa famille, pour tourner la page et en écrire une autre.

### **Depuis 2012, c'est-à-dire depuis que la gauche gouverne, le Front national n'a cessé de progresser. La responsabilité de la gauche gouvernementale n'est-elle pas engagée ?**

D'abord, la première poussée exceptionnelle du FN date des élections cantonales de 2011, alors que Marine Le Pen présidait le parti depuis peu et que ses changements stratégiques et tactiques étaient déjà à l'œuvre. Ensuite, je fais partie de celles et ceux qui considèrent que la gauche a depuis 2012 engagé des réformes majeures et utiles : la création de la banque publique d'investissement Bpifrance, de la Garantie jeunes (parcours intensif de formation), la retraite à 60 ans pour les carrières longues, la garantie contre les impayés de pensions alimentaires, la loi consommation et action de groupe, la simplification de l'accès aux droits, la relance de la construction des logements sociaux, un chantier aussi juste qu'ambitieux de refondation de l'école, la création du compte personnel de formation, le mariage et l'adoption ouverts aux couples homosexuels, la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité, l'encadrement des loyers, la

COP21. Ce bilan existe, ce sont des mesures que seule la gauche aurait pu mettre en place. Mais je suis de celles et ceux qui considèrent que, si cette liste de réformes est juste, utile, nécessaire, ambitieuse, on peine à en saisir le sens, à la qualifier, si ce n'est par la formule « le redressement dans la justice » maintes fois répétée par le président Hollande, formule qui, admettons-le, n'a pas beaucoup de sens. La politique ne peut se résumer à un excellent exercice de gestion. Elle est là pour donner du sens, définir un projet commun, désigner un adversaire, trouver des alliés et transformer la société, avec la société. C'est ce qui aura manqué à ce quinquennat. Je ne crois pas que l'on fasse reculer le FN par une batterie de politiques publiques. On a longtemps raisonné ainsi. Je crois que l'on fait reculer le FN d'une part en mobilisant son camp, d'autre part en donnant du sens, une direction, une orientation, en dessinant un projet d'où découlent ensuite les mesures votées à l'Assemblée. Nous avons fait l'inverse, écrit une histoire sur la gestion. À cet égard, nous devons admettre que la gauche au pouvoir n'a pas été capable de faire reculer le vote frontiste en France.

Dans les pages qui suivent, je décris ce qui constitue à mes yeux six grandes erreurs de la gauche face à l'extrême droite : trois erreurs de jugements, trois erreurs de pratique politique. Je dessine ensuite à quelques traits les chemins que nous devrions prendre pour ne plus trébucher. Ils devront être prolongés, et c'est ce à quoi je compte consacrer les années qui viennent, avec tous ceux qui sont engagés et qui s'engageront dans ce combat.

## **UNE MAUVAISE COMPRÉHENSION DES PHÉNOMÈNES, OU LES TROIS ERREURS DE JUGEMENT**

L'extrême droite est l'objet d'une littérature universitaire ancienne et abondante. Dans la recherche française, toutes les disciplines des sciences humaines et sociales accordent une place de choix à l'analyse de l'émergence de l'extrême droite, à son histoire, à ses acteurs, à son corpus idéologique.

Les acteurs politiques ont apporté leur vision propre du phénomène en s'imprégnant avec plus ou moins de distance des recherches des intellectuels. La spécificité de la question de l'extrême droite, c'est qu'elle est à la fois un objet de recherche et l'objet d'un combat militant. Et il n'est pas si simple de penser l'objet d'un combat au moment même où il faut le mener, autrement dit de penser un objet vivant et donc en constante évolution.

Trois erreurs d'analyse ont été commises par les protagonistes du combat antifrontiste. Sans dédouaner les acteurs politiques, admettons que ces trois erreurs ont été largement partagées. Il s'agit des effets de la scission de 1998 au sein du Front national, des conséquences du 21 avril 2002 au sein du même Front national et du regard politique porté sur les élections cantonales de 2011.

PREMIÈRE ERREUR : PENSER LA SCISSION DU FN  
EN 1998 COMME LA MORT DE L'EXTRÊME DROITE

Entre décembre 1998 et janvier 1999, la scission du Front national est entérinée. De nombreux ouvrages<sup>8</sup> examinant en détail les diverses raisons de cette scission, je me concentrerai ici sur celle qui a provoqué la première des erreurs commises par la gauche.

## Une analyse erronée de la scission

L'erreur a été double : croire que scission signifiait affaiblissement mortel ; ne pas avoir pris en compte ses raisons. La guerre interne de 1998 oppose deux camps aux options politiques, stratégiques et tactiques antagonistes. Les élections régionales de mars 1998 confirment les bons scores du FN et son implantation dans plusieurs régions<sup>9</sup>. Atteindre des pourcentages de 18% ou de 26% dans certaines régions conduit nombre de cadres du parti frontiste à penser que la victoire électorale est possible, à croire en la conquête de collectivités plus importantes que les mairies gagnées jusque-là<sup>10</sup>. L'espoir de succès aux scrutins nationaux s'installe. C'est ainsi que Bruno Mégret<sup>11</sup> développe les axes d'une nouvelle stratégie pour la conquête du

8. Notamment ceux de Jean-Yves Camus qui travaille sur le FN depuis près de trente ans. Lire aussi Dominique Albertini et David Doucet (préf. Nicolas Lebourg), *Histoire du Front national*, Paris, Tallandier, 2013 ; Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du Front national*, Paris, Nouveau Monde, 2012.

9. Résultats nationaux : 14,67 % pour le Front national. Sur les vingt et une régions métropolitaines, le FN dépasse les 15 % des suffrages exprimés dans douze régions, dont deux où il dépasse les 20 % (Alsace : 20,58 % et PACA : 26,64 %). Source : site internet du ministère de l'Intérieur.

10. Marignane, Toulon et Orange en juin 1995 et Vitrolles en février 1997.

11. Bruno Mégret est né en 1949. Il rejoint le Front national dans les années 1980, en devient le délégué général en 1988 et est le principal artisan de la scission dix ans plus tard pour créer ensuite le Mouvement national républicain (MNR).

pouvoir. Il tend la main en direction de la droite tout en procédant à une euphémisation tactique du discours à destination de l'ensemble de l'électorat français.

La main tendue à la droite connaît rapidement ses premiers succès puisque les résultats du premier tour des régionales conduisent des listes de droite n'ayant obtenu qu'une majorité relative à faire alliance avec le Front national dans cinq régions (Rhône-Alpes, Picardie, Languedoc-Roussillon, Bourgogne et Centre).

Mais Jean-Marie Le Pen n'accepte pas qu'une stratégie politique puisse être élaborée sans lui et a fortiori contre lui. En l'occurrence, il l'accepte d'autant moins que les victoires électorales ne semblent pas constituer l'alpha et l'oméga de sa raison d'être politique (c'est un point de vue communément admis – qui peut d'ailleurs être contesté<sup>12</sup>). Son rôle de perturbateur du débat, qui crée la polémique quand il le souhaite et avec toujours autant de succès médiatique, semble être pour lui une position bien plus confortable que celle d'élu avec mission exécutive. Mais cette posture est liée à sa personnalité. Personne ne peut l'endosser à sa place. Entre les fidèles de l'homme Le Pen et les convaincus de la ligne Mégret, le fossé se creuse jusqu'à la scission.

12. Alexandre Dézé remet en cause l'idée selon laquelle Jean-Marie Le Pen n'aurait jamais voulu accéder au pouvoir, en considérant que le Front national est comme tout autre parti une « entreprise politique, autrement dit un groupement engagé dans la lutte concurrentielle pour l'obtention du pouvoir politique » : Alexandre Dézé, « La "dédiabolisation", une nouvelle stratégie ? » dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 28.

## La gauche a baissé la garde

La gauche politique, associative et intellectuelle observe avec attention ces conflits internes de l'extrême droite française. La plupart des organisations de lutte contre le FN s'étant constituées en raison de l'espace politique et électoral grandissant que ce dernier occupait, elles ont souvent considéré que leur mission était temporaire et qu'elle cesserait le jour où le combat serait gagné. Si aucune n'a osé mettre la scission à l'actif de son militantisme, toutes ou presque ont baissé la garde du combat antifrontiste à cette occasion.

Nous avons estimé à l'époque que le Front national ne se remettrait pas de cette scission, que l'illusion de sa solidité était dissipée. La suite a montré que le FN n'était qu'un parti, soumis aux mêmes vicissitudes que tout autre organe politique, pris de manière cyclique dans des guerres intestines qui affaiblissent la structure et atrophient la diffusion de son discours ; et que, comme les autres partis, il peut renaître de ses cendres.

Les principales organisations antifrontistes – SOS Racisme, Le Manifeste contre le Front national, Ras l'Front – réduisent alors leurs activités et perdent leurs adhérents. Leur analyse de la perte de vitesse du FN liée à la scission semble confortée par le résultat des élections européennes de juin 1999 : le FN n'obtient même pas 6 % des suffrages exprimés. Nous pensions avoir assisté à la mort de l'extrême droite, par suicide certes, mais l'objectif poursuivi était atteint. Trois ans après, en 2002, le FN arrive au second tour de l'élection présidentielle.

Dans les années 1990, le travail politique, idéologique et militant contre l'extrême droite a davantage été mené par les associations que

par les partis politiques, même si les liens entre eux étaient étroits. Or, l'arrêt brutal de l'activité associative n'a pas été, ou très faiblement, l'occasion d'une reprise du travail par les partis, notamment au sein du Parti socialiste. Seuls certains de ses cadres<sup>13</sup> ont continué à produire sur l'histoire, l'actualité et le projet du Front national. Lorsqu'il a fallu reprendre la bataille contre l'extrême droite, tout ou presque était à reconstruire.

Il me semble donc que la gauche française a commis une erreur d'analyse sur la crise du FN, ou plutôt qu'elle n'a pris en compte que le résultat (la scission et donc l'affaiblissement). Elle n'a pas travaillé sur ses raisons profondes : le clivage stratégique. Ce sont ces raisons qui, sous une autre forme, ont su s'exprimer en 2011 lors de l'élection de Marine Le Pen comme présidente du FN, événement déterminant pour la consolidation du parti. Cette première erreur est sans doute à l'origine de la seconde : à ne pas avoir bien compris les mouvements à l'œuvre en 1998, nous avons sans doute omis de voir ceux qui ont conduit au 21 avril 2002.

---

13. L'historien Alain Bergounioux, en particulier, a mené ce travail au sein du Parti socialiste, notamment par des publications internes ou l'animation de colloques.

DEUXIÈME ERREUR : PENSER LE 21 AVRIL 2002  
COMME UN ACCIDENT DE PARCOURS DE LA GAUCHE

---

### Une gauche autocentrée

Je ne livrerai pas ici une énième analyse de la défaite de la gauche lors de l'élection présidentielle de 2002. On a abondamment écrit à ce sujet<sup>14</sup>. Je me contenterai de reprendre trois des raisons principalement avancées.

Première raison : les socialistes ont cru qu'en raison du bilan du gouvernement Jospin et du projet du Parti socialiste, l'électorat de gauche n'aurait aucun état d'âme à reconduire l'équipe en place. On sait depuis qu'un bon bilan et un bon projet ne suffisent pas pour gagner une élection. Je pense que les électeurs ont raison de signifier que la politique ne se résume pas à une longue liste de propositions que l'on coche dès qu'elles deviennent des lois. En effet, le rapport entre des candidats qui promettent, des élus qui respectent les engagements et des électeurs qui vérifient, tels des contrôleurs qualité, que le « promis » est « fait », n'est pas que rationnel et objectif. Ces mêmes électeurs qui n'accordent pas automatiquement leurs suffrages à un élu qui engage ce qu'il a promis et qui sanctionnent des élus non respectueux de leurs engagements, que signifient-ils ? Que la politique est un projet avant d'être un programme, une incarnation, un contrat qui mêle rationnel et irrationnel.

La deuxième raison tient au nombre de candidats de gauche. J'hésite à parler de dispersion car tout parti politique a par essence le

---

14. Voir notamment Jean-Christophe Cambadélis, *L'Étrange Échec*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2003.

droit de concourir à une élection et je ne vois pas comment reprocher à ses responsables de se présenter à l'élection suprême. Néanmoins, le temps qui passe nous permet d'observer les choses avec un peu de recul et de retenir deux paradoxes. Premier paradoxe : pour cette élection, 16 candidats se présentent. Cette offre politique fort abondante (et inédite sous la V<sup>e</sup> République) rend aberrant le taux d'abstention record de 28,4 %. Second paradoxe : comment peut-on gouverner ensemble jusqu'au 21 avril, promettre de gouverner ensemble après le 21 avril et ne pas se présenter ensemble le 21 avril ? La gauche gouvernementale éclatée a peiné à faire comprendre qu'une stratégie électorale sert un projet politique.

En effet, Parti socialiste, Parti radical de gauche, Parti communiste, Les Verts et le Mouvement républicain et citoyen ont fait à eux cinq 32,4 %. Parmi eux, le candidat socialiste a obtenu 16,18 %, c'est-à-dire la moitié de la gauche. J'ai reproché à tous ceux qui souhaitaient que Lionel Jospin soit élu président de la République de ne pas avoir répondu à la question qui leur était posée en ne votant pas pour lui dès le premier tour. Une élection présidentielle n'est pas une législative. On peut bien évidemment voter pour Christiane Taubira ou Jean-Pierre Chevènement si l'on souhaite que l'une ou l'autre soit président(e) de la République. Admettons que la question posée le 21 avril aux électeurs était limpide en soi, mais rendue peut-être obscure par la gauche elle-même. Depuis, les socialistes partent rarement seuls aux élections, effet toujours vivace du traumatisme de 2002.

La troisième raison est la plus importante, mais c'est aussi la plus délicate et la moins travaillée. L'élection du 21 avril est celle où s'est pour la première fois manifestée dans la période politique récente la césure entre des inclus et des exclus. Je n'évoque pas là l'exclusion au



sens où on l'entend fréquemment, à savoir l'exclusion sociale ou la grande précarité. Il s'agit d'inclusion et d'exclusion par rapport à un monde en plein bouleversement à la fois technologique (Internet), géopolitique (attentats du World Trade Center), social (dumping social). Ce monde en mutation, nombreux sont ceux qui disposent des outils pour le comprendre, des armes pour l'affronter, mais surtout des ressources pour ne pas le craindre. Il s'agit en particulier des plus diplômés, des métropolitains, des plus équipés socialement. À côté d'eux vit toute une frange de la population qui comprend ces bouleversements mais en a peur, qui pense que la puissance publique ne les soutiendra pas dans cette évolution. Ils se sentent exclus de ce monde en mutation et, le plus souvent, ils le sont.

En 2002, ils se sont abstenus, ou ont voté pour le Front national ou pour n'importe quel parti qui ne représentait pas à leurs yeux le monde des inclus, contrairement au Parti socialiste et au RPR. Cette césure me semble de plus en plus imposante. Elle s'exprime avec une force grandissante à chaque scrutin et la gauche comme la droite peinent à la combler.

Ainsi, penser qu'un bon bilan est une arme de campagne sans égale, exercer le pouvoir ensemble sans partir le reconquérir ensemble, ne pas voir ou ne pas comprendre l'émergence de la coupure entre inclus et exclus, ou encore ne pas y répondre, sont trois des raisons qui ont conduit à la défaite et permettent d'affirmer que le 21 avril n'était pas un accident dans le parcours de la gauche. Notons d'ailleurs que le contexte de 2017 ne s'annonce pas si différent. Mais il serait faux de penser que le score du Front national n'est élevé que parce que celui du Parti socialiste est faible.

## Le 21 avril du Front national

Le 21 avril 2002 est désormais une date phare dans l'histoire de la gauche, son traumatisme, son impensé, un impensable advenu. Mais elle a peu réfléchi à ce que cette date avait déclenché au FN, voire au fait que le 21 avril était peut-être le résultat d'une stratégie.

Je l'ai évoqué dans un ouvrage précédent<sup>15</sup> en reprenant l'analyse du sociologue Sylvain Crépon<sup>16</sup> : cette élection n'a quasiment été traitée, analysée, décortiquée que du point de vue de la gauche et de la droite. Sauf exception, responsables politiques et spécialistes de l'extrême droite se sont fort peu penchés sur les effets pour le FN de cette place de second à la présidentielle. Chacun considérait probablement qu'il s'agissait là d'un mauvais hasard de la vie politique, d'une simple défaite de la gauche socialiste, et non du résultat d'une stratégie élaborée par l'état-major du Front national. Par conséquent, l'effet du 21 avril pour le FN a été minoré.

Or, ce 21 avril induit un bouleversement profond au sein du parti, déjà déstabilisé par le départ de Bruno Mégret et de ses troupes en 1998. Marquée par des manifestations quasi quotidiennes, la campagne de l'entre-deux-tours a fait la démonstration de l'existence d'un front républicain collectif militant et citoyen. Il s'agissait de dénoncer le Front national comme un parti raciste, xénophobe avec un président friand de dérapages et de provocations. Le FN était rejeté pour ce qu'il était depuis trente ans : le visage légal d'une extrême

15. Sarah Proust, *Le Front national : le hussard brun contre la République*, Lormont/Paris, Le Bord de l'eau/Fondation Jean-Jaurès, 2013.

16. Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau Monde, collection « Les enquêteurs associés », 2012.

droite française nationaliste, antisémite, raciste et économiquement ultralibérale.

Il semble que la génération des quarantennaires du FN rassemblés depuis 1998 au sein de « Génération Le Pen » ait mal vécu cette campagne de contestation. C'est bien cette génération, ancrée au FN et paradoxalement imprégnée des stratégies de Bruno Mégret, qui a œuvré depuis 1998 pour un changement stratégique interne. Ces responsables comprennent que l'accession au pouvoir passera uniquement par une « dédramatisation », d'une part, et par la crédibilité de leur programme, d'autre part. Une nouvelle stratégie émerge au FN.

Ainsi, le 21 avril 2002 n'est pas seulement un séisme pour le Parti socialiste. Ce dimanche-là constitue également un choc irréversible pour le FN qui, dès l'entre-deux-tours de la présidentielle, s'engage dans un certain nombre d'évolutions. La gauche, obsédée à juste titre par les débats liés à sa défaite, a oublié d'analyser ces évolutions et peine à comprendre les résultats que le Front national a connus depuis. Or, ces résultats s'expliquent en grande partie par les événements de 1998 et de 2002. C'est le cas pour les élections cantonales de 2011, que nous avons peu et mal comprises<sup>17</sup>.

Les élections sont pour les organisations politiques de puissants accélérateurs. Un an plus tôt, tout l'appareil est concentré sur ce qui fait la raison d'être d'un parti : gagner une élection. Et certaines évolutions sociales à l'œuvre se manifestent avec force lors d'un scrutin, sans qu'elles soient toujours comprises ou entendues par les dirigeants des partis qui participent à l'élection.

17. Voir *infra*, pp. 23 à 32.

### TROISIÈME ERREUR : PENSER LES CANTONALES DE 2011 COMME UNE VICTOIRE ÉLECTORALE, QUAND ELLES SONT AUSSI UNE DÉFAITE POLITIQUE

---

En mars 2011, les élections cantonales<sup>18</sup> sont remarquables à deux points de vue : en raison de l'abstention inédite qui s'y manifeste (55,68 % au premier tour et 55,23 % au second tour<sup>19</sup>) d'une part, et d'une poussée du Front national d'autre part, alors que traditionnellement ces élections locales ne lui sont pas favorables et qu'il n'a pas présenté de candidats dans l'ensemble des cantons. Son résultat national est certes de 15,06 %. Mais, si l'on se penche sur les scores par canton, on se rend compte que certains sont très élevés, dépassant dans certains cas les 25 %, voire effleurant les 30 %.

L'analyse électorale des chiffres est importante, mais il faut la compléter par le vécu des acteurs principaux (militants et élus) : la façon dont ils ont fait campagne, dont ils ont été reçus par les électeurs, la manière dont les débats nationaux et locaux ont été perçus. Seule la conjonction de ces éléments objectifs et subjectifs peut aider à comprendre une campagne et l'état social du moment électoral.

Pendant que la gauche s'enferme dans un débat stratégique...

Ces élections cantonales se déroulent dans un contexte politique singulier : fin de la présidence de Nicolas Sarkozy, honni par beaucoup

18. Résultats du premier tour, gauche parlementaire : 48,97 %, majorité présidentielle : 31,75 %, Front national : 15 % ; résultats du second tour, gauche parlementaire : 50,23 %, majorité présidentielle : 35,56 %, Front national : 11,57 %.

19. Pourcentage d'abstention en 2008 : 33,46 % au premier tour et 44,53 % au second tour. En 2004 : 36,09 %, au premier tour et 33,51 % au second tour.

et adulé par quelques-uns ; préparation de la première primaire pour la désignation du candidat de gauche et donc, au fond de la scène, la présidentielle de 2012. Pour la plupart des états-majors des partis, ces cantonales font figure de test pour la présidentielle qui approche.

Mais un autre élément structure profondément le contexte de cette élection. Un an auparavant, un débat s'est ouvert à gauche sur la relation que le Parti socialiste entretient (ou n'entretient plus ou pas) avec les classes populaires. En 2010, le géographe Christophe Guilluy publie un ouvrage intitulé *Fractures françaises*<sup>20</sup>. Il cherche à montrer que la situation des couches populaires a été profondément marquée par la mondialisation, que « la disparition culturelle des couches populaires n'est pas sans rapport avec la relégation spatiale qu'elles subissent depuis vingt ans<sup>21</sup> ». Cette « France périphérique » des métropoles, représentant 60 % de la population française, est ignorée des 40 % restants. Elle est dominée d'un point de vue économique, mais aussi politique et culturel. Ce livre a connu un fort retentissement, si bien qu'en 2012 Nicolas Sarkozy s'en est emparé et que François Hollande s'en est inspiré.

Peu après la parution de ce livre, en mai 2011, le think tank Terra Nova publie un rapport intitulé « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012<sup>22</sup> ? » Constatant le rétrécissement démographique de la classe ouvrière et l'érosion de son adhésion aux partis de gauche, ses auteurs affirment que le Parti socialiste, pour gagner, doit s'adresser prioritairement à certains segments de l'électorat : les diplômés, les

jeunes, les « minorités », les habitants des quartiers populaires et les femmes. L'addition de ces segments composant l'électorat le plus sensible aux orientations du Parti socialiste, les traiter avec égard permettrait de s'assurer la victoire aux élections.

La réponse ne se fait pas attendre. Quelques mois plus tard, en novembre 2011, Laurent Baumel et François Kalfon publient avec d'autres (dont Christophe Guilluy) leur *Plaidoyer pour une gauche populaire*<sup>23</sup>. Ils considèrent que la question des couches sociales auxquelles la gauche doit prioritairement s'adresser pour gagner reste largement en débat. Ils prônent un rapprochement entre l'orientation du Parti socialiste et les préoccupations des classes populaires. Cette question devrait constituer selon eux la toile de fond des positions qui seront prises après 2011 sur toute une série de sujets économiques, sociaux et sociétaux.

D'autres, journalistes et responsables politiques en particulier, ont alimenté de manière plus ou moins intéressante ce débat sur l'option stratégique pour la gauche à l'orée de la présidentielle de 2012. Mais ces trois références et les débats que leurs auteurs ont suscités me semblent les plus éclairants sur la façon dont les principaux acteurs des élections cantonales ont appréhendé ces scrutins.

Parmi ces réflexions, trois éléments doivent retenir notre attention pour le sujet qui nous occupe. Premièrement, la thèse de Christophe Guilluy, qu'on la valide ou non, a le mérite de proposer une grille de lecture. Elle aide en outre à comprendre le score désastreux du Parti

20. Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Paris, François Bourin Éditeur, 2010.

21. *Ibid.*, p. 12.

22. Ce rapport peut être retrouvé dans son intégralité sur le site de Terra Nova : Bruno Jeanbart, Olivier Ferrand, Romain Prudent, *Gauche, quelle majorité électorale pour 2012 ?*, Terra Nova, mai 2011.

23. Laurent Baumel et François Kalfon, *Plaidoyer pour une gauche populaire*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2011.

socialiste le 21 avril 2002, qui s'est adressé non à la France mais plus probablement à quelques segments de la population (en particulier ceux évoqués plus haut dans le rapport de Terra Nova). Deuxièmement, le débat s'articule davantage sur le choix du segment électoral à identifier pour remporter la victoire (à qui la gauche doit-elle s'adresser pour gagner?) que sur le projet politique commun qui pourrait être dessiné et porté. Troisièmement, le thème des « fractures » est décidément bien utile en politique puisqu'il permet de poser à la fois un diagnostic (notre société a été blessée – par les prédécesseurs) et une solution (résorber la fracture).

De plus, ce diagnostic, relativement inédit, d'une France coupée en deux entre la « métropolitaine » et la « périphérique » a permis de faire émerger le débat sur les inclus et les exclus de la mondialisation. Celui-ci constitue la toile de fond des débats politiques nationaux et européens depuis les années 1990. Il a également contraint chacune des grandes formations politiques à se positionner sur des thèmes variés, mais qui tous se rejoignent lorsque le prisme est celui de cette fracture territoriale : les effets de la mondialisation, la dévitalisation des territoires, l'habitat subi et le fameux « vivre ensemble », bien souvent vide de sens.

Mais, parce que ce débat a émergé à un moment très proche de l'élection présidentielle et qu'il touche au fondement du mythe révolutionnaire français, la cohésion et l'idéal d'égalité, la République et ses promesses, en somme, il a été caricaturé. Et il a sinon fracturé, tout du moins divisé la gauche, qui sait mettre de côté ses nuances lorsque le vent de la victoire la pousse, et les déterrer lorsque souffle la tempête de la défaite.

La caricature dit ceci : les villes sont remplies de très pauvres – immigrés (qui votent peu), étrangers (qui ne votent pas) et bobos (qui votent Parti socialiste) –, quand le périurbain majoritaire est en souffrance, muet et ignoré des classes dominantes. Le think tank Terra Nova propose à la gauche de se séparer définitivement des classes populaires. La Gauche populaire affirme qu'il n'est point de victoire possible sans elles. Elle estime surtout que les ignorer, les abandonner constituerait une trahison par rapport à l'histoire et la raison d'être de la gauche.

Et pendant ce temps, alors que les états-majors bâtissent une stratégie politique en combinant ces éléments, les élus locaux et les militants battent la campagne pour les élections cantonales, sont un peu seuls pour en analyser les résultats, préparent les primaires et s'engagent dans la présidentielle.

Je ne cherche pas ici à faire vivre une coupure entre les intellectuels parisiens décideurs, penseurs mais incapables d'une part, et les valeureux militants de terrain de l'autre. Ce ne serait ni juste ni décent de ma part. Il me semble pourtant que nous avons mal ingéré ces thèses sur les effets de la mondialisation en matière d'exclusion, thèses par ailleurs intéressantes et utiles, et mal digéré les analyses du scrutin des cantonales.

### ... Le FN s'enracine dans les territoires

L'enracinement du Front national dans les territoires est un constat que nous avons posé en 2011 après le second tour des élections cantonales. D'une part, il est apparu que les scores du FN ont été le plus souvent indépendants des personnalités locales présentées par le

parti et de l'intensité de la campagne militante menée. Le vote s'est largement fait en faveur de la personnalité de Marine Le Pen, nouvelle présidente du FN en photo sur la quasi-totalité des affiches collées dans tous les cantons. D'autre part, la carte des scores du FN ressemble beaucoup à celle que l'on pourrait dessiner à la lecture de l'essai de Christophe Guilluy.

De là à affirmer que le FN de Marine Le Pen cherche et a trouvé les électeurs des zones périurbaines, qui sont des territoires en désindustrialisation, où la redistribution des richesses ne s'opère pas, où l'accès aux services publics est de plus en plus difficile, où l'éloignement des métropoles aggrave le fossé entre inclus et exclus, il n'y a qu'un pas, que beaucoup ont franchi, moi y compris. J'ai déjà souligné l'intérêt de l'analyse proposée par Christophe Guilluy, qui permet notamment de donner à voir des territoires dont tout le monde perçoit la mutation sans pouvoir l'expliquer ni la qualifier. J'ajoute qu'elle permet aussi de rationaliser et d'objectiver la forte progression du FN. Néanmoins, il est important de nuancer cette analyse, affirmée de manière trop univoque, par trois éléments majeurs.

Tout d'abord, il est certes incontestable que ces territoires subissent une dévitalisation extrêmement préoccupante (désindustrialisation pour certains, étalement pavillonnaire pour d'autres, mais également fermeture de services publics ou abandon de baux commerciaux). Cependant, les collectivités locales ont mené des politiques de protection qui se sont avérées sans doute insuffisantes, mais ont été réelles et en grande partie efficaces (plan de bus en zones rurales, dispositifs de soutien aux TPE et PME). Ces politiques ont été permises à la fois par le volontarisme et la lucidité d'élus locaux, mais également par les mécanismes fiscaux de redistribution nationale. Ces territoires

ne sont pas abandonnés dans la mesure où l'État, la puissance publique, les élus, les associations, les solidarités y restent présents. D'ailleurs, si le FN y progresse fortement, il n'y est pas majoritaire.

Ensuite, une facilité de langage a conduit de nombreux responsables (politiques, mais aussi médiatiques) à évoquer le « périurbain » plus que le « périphérique ». S'il est vrai que Christophe Guilluy traite essentiellement des territoires d'un point de vue géographique, et parle donc de territoires périurbains, il use aussi beaucoup du terme qualifiant de « périphérique ». Nous n'y avons pas été assez attentifs. Ainsi, à trop employer le terme de « périurbain », nous avons été plus concentrés sur le signifié géographique que sur le signifié politique. Au demeurant, les zones denses, cœurs de métropole, connaissent aussi une émergence du Front national. Prenons l'exemple de Paris, cœur des cœurs métropolitains. Dans certains bureaux de vote, lors des régionales de 2015, le FN approche ou dépasse les 25 %. S'il faiblit en pourcentage au second tour, il ne perd pas de voix. De la même manière, à Lyon, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, par exemple, aux deux tours des élections municipales, le score du FN dépasse dans quelques bureaux de vote les 20 %, et effleure même les 30 %.

Évidemment, quelques bureaux de vote constituent des cas marginaux. Mais ils sont significatifs du caractère pour le moins restrictif et partiel de l'explication du vote FN par le fait périurbain. Dans ces quartiers à Paris ou à Lyon, le FN peut obtenir des scores très importants alors que l'accès aux transports n'est pas difficile, que le maillage en termes de services publics est important, etc. Alors quelle est la raison de ces résultats ? Mises à part des dynamiques très locales et qui ont leur influence, il me semble que ces zones, qui ne sont

évidemment pas du périurbain, sont en partie du « périphérique » par rapport à des lieux plus dynamiques. Mais n'est-on pas toujours le périphérique d'un ailleurs ? Plus précisément, je suis convaincue que ces territoires constituent surtout des espaces interstitiels entre territoires opposés. Ils sont pris en étau entre une zone en dynamique, incluse dans les effets métropolitains, et une zone en fort décrochage social ou en prise avec des problèmes liés à la sécurité et à la tranquillité publiques. Ainsi, la crainte des populations et de ceux qui, dans ces territoires, donnent leurs voix au FN n'est pas tant de se sentir exclus, oubliés ou ignorés, mais de tomber du « mauvais » côté de la zone, d'être avalés par la « mauvaise » zone quand la « bonne » est si proche. C'est bien aussi (et peut-être surtout) la vue et le vécu concrets de l'inégalité (« à quelques centaines de mètres de moi, les écoles sont de bon niveau », « à quelques centaines de mètres de moi, il y a beaucoup de précarité ») qui, autant que la situation sociale objective, constituent un ressort majeur du vote en faveur du FN. Le politologue Joël Gombin et l'historien Nicolas Lebourg montrent que le vote en faveur du Front national explose dans les villes où la répartition des richesses est la plus inégalitaire<sup>24</sup>.

En outre, cette explication du vote en faveur du FN par la seule idée de cette « France périphérique » ne permet pas de comprendre la victoire à Béziers de Robert Ménard ni celle de David Rachline à Fréjus, ni encore les scores importants du FN à Perpignan en 2014<sup>25</sup>. Mais à présent, il me faut manier la nuance. Affirmer qu'il existe un fondement social au vote en faveur du FN (au sens du caractère

insupportable de l'inégalité sociale) ne signifie pas, loin de là, que ce vote ne comporte pas aussi rejet de l'autre, stigmatisation, racisme ordinaire et repli, bref tout ce qui fait le lit de l'extrême droite.

Enfin, troisième élément de nuance : avoir traité trop vite ces questions en termes de fractures territoriales a permis à des thèses communautaristes, essentialistes, voire ethnicistes de voir le jour. Si elles sont rarement énoncées clairement, s'insinue tout de même l'idée selon laquelle dans le périurbain vivent employés, ouvriers, précaires « blancs », quand les immigrés vivent dans les métropoles et profitent de leurs avantages. De là à essentialiser le vote et à en donner une lecture strictement ethniciste, il y a peu d'espace. Et si la question identitaire vient se greffer sur ces débats concernant ces fractures territoriales, c'est avant tout parce qu'ils ont été mis en avant par l'extrême droite, légitimés et relayés par Nicolas Sarkozy, interrogés, voire adoués à gauche par certains.

Nous sommes donc allés un peu vite en besogne en adoptant sans nuances et sans restriction les analyses sur le lien entre les territoires périurbains et le vote FN ; en donnant à ce dernier une tonalité plus identitaire que sociale ; en oubliant que les partis démocratiques sont encore majoritaires dans ces territoires et que le FN récolte également de très hauts scores dans des zones urbaines denses où l'accès aux biens publics est assuré.

Ces trois erreurs d'analyse, celles de 2011 après celles commises en 1998 et en 2002, ne sont pas le seul fait des partis politiques en général, et de la gauche en particulier. Mais elles nous ont fait prendre beaucoup de retard dans la compréhension de ce qui était en train de se produire avec le phénomène de « dédiablement » voulu par les

24. Ils utilisent pour cela le coefficient de Gini, une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée, et développée par le statisticien italien Corrado Gini.

25. Ces trois villes sont parmi les plus inégalitaires de France, ce qui confirme les analyses que nous développons plus haut.

responsables frontistes d'une part (rappelons qu'il s'agit là de leur propre qualification et que nous l'avons reprise sans y prêter attention) et leur infiltration locale dans des territoires dont ils étaient absents, d'autre part. À avoir mal compris, nous avons mal agi.

## **PARTIR DU MAUVAIS PIED MILITANT OU LES TROIS ERREURS PRATIQUES**

Si les trois erreurs que nous venons d'évoquer n'avaient pas été commises, il est probable que celles dont il va être question auraient pu être évitées. Cela dit, elles ne sont pas le miroir les unes des autres. Dans la pratique politique, dans la manière de mener le combat contre l'extrême droite (ou de ne pas le mener), nous avons alimenté la confusion entre la droite et l'extrême droite, passé plus de temps à débattre du débat sur le FN qu'à partir en campagne contre son idéologie. Nous avons exclu certains sujets de notre orientation politique ou les avons maltraités. Or, ces sujets sont devenus des préoccupations majeures de nos concitoyens.

### **QUATRIÈME ERREUR : ALIMENTER LES CONFUSIONS : « LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE C'EST PAREIL ! OUI ! MAIS NON ! »**

---

Le 5 octobre 2013, le Parti socialiste prend l'initiative utile d'organiser à Paris un forum consacré à « la République face aux extrémismes ». Ce rassemblement avait selon moi une double vertu. D'une part, il attestait la reprise, voire la prise en main par le Parti socialiste du combat contre l'extrême droite. D'autre part, il faisait se rencontrer partis, associations et syndicats, qui savent se rassembler lors des

batailles majeures, mais s'unissaient peu sur ce sujet depuis la fin des années 1990.

### Dire une chose et son contraire dans le même week-end

Comme pour tout rassemblement de cette envergure, le Parti socialiste a produit divers tracts, drapeaux et badges. J'ai pu voir quelques jours avant le forum l'ensemble de ces outils. Le projet de badge, au regard de l'action politique de ce week-end des 5 et 6 octobre 2013, symbolise à mes yeux cette quatrième erreur. Sur un badge rond à fond blanc se dessine l'arbre de la droite (héritage du pommier chiraquien) brûlé par la flamme du Front national, rehaussé du slogan « UMP-FN ça suffit ». Il s'agissait de condamner les discours de responsables de droite, et notamment de Nicolas Sarkozy, toujours prompt à regarder vers sa droite pour assécher les scores du FN, et qui a ainsi légitimé ses thèses. Ce badge, comme un certain nombre de nos prises de position à l'époque – et aujourd'hui encore – cherchait à montrer et à dénoncer la proximité (réelle et grandissante) entre la droite et l'extrême droite. Or, le 6 octobre, c'est-à-dire le lendemain de ce forum, se tenait le premier tour de la cantonale partielle de Brignoles dans le Var. Le dimanche soir, les résultats tombent : le candidat du FN est en tête avec 40 % des voix, suivi de la candidate UMP qui en recueille 20 % ; quant au candidat de gauche (issu du Parti communiste et soutenu par le Parti socialiste), il frôle les 15 % et, arrivé bon troisième, n'est pas qualifié pour le second tour.

Au niveau local comme au niveau national, les socialistes appellent « à faire barrage » au Front national le lendemain du jour où, réunis en forum, ils placent quasiment un signe égal entre la droite et l'extrême droite. C'est semer la confusion dans l'esprit des électeurs.

Certes, la coïncidence du calendrier donne un relief particulier à la chose. Mais au-delà, qu'en déduire ? Avons-nous eu tort le samedi de constater et de condamner l'émiettement de la digue entre la droite et l'extrême droite ou avons-nous eu tort le dimanche d'appeler à voter pour le candidat de droite pour « faire barrage » au Front national ?

### Avions-nous tort le samedi ?

Affirmons-le sans ambages : la droite a des relations coupables avec l'extrême droite. Des exemples aussi nombreux que réguliers étayent ce constat. Souvenons-nous du 19 juin 1991, banquet « républicain » du RPR, devenu tristement célèbre par la phrase sur « le bruit et l'odeur<sup>26</sup> » et sa qualification mensongère et déculpabilisante (pour l'auditoire) : « Ce n'est pas être raciste que de dire cela. » Souvenons-nous des accords entre des partis de droite et le FN en 1998 à l'occasion des élections régionales, de Jean-François Copé et de sa sortie sur le pain au chocolat<sup>27</sup> en octobre 2012. Souvenons-nous plus récemment encore, en avril 2015, de la cinquième colonne islamiste<sup>28</sup> évoquée par Christian Estrosi. Mais il ne suffit pas de dire que ces

26. « Comment voulez-vous que le travailleur français qui habite à la Goutte d'Or où je me promenais avec Alain Juppé il y a trois ou quatre jours, qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler ! Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien, le travailleur français sur le palier devient fou. Et il faut le comprendre, si vous y étiez, vous auriez la même réaction. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela. »

27. « Il est des quartiers où je peux comprendre l'exaspération de certains de nos compatriotes, pères ou mères de famille rentrant du travail le soir et apprenant que leur fils s'est fait arracher son pain au chocolat à la sortie du collège par des voyous qui lui expliquent qu'on ne mange pas pendant le ramadan. »

28. « La civilisation judéo-chrétienne dont nous sommes les héritiers aujourd'hui est menacée [...]. L'islamo-fascisme est présent en Irak, en Syrie mais aussi en France, à travers les cinquièmes colonnes et leurs réseaux infiltrés dans nos caves, dans nos garages, dans les lieux clandestins. » Citation : Hugo Domenach, « "Cinquième colonne", "troisième guerre mondiale" : les mots d'Estrosi à la loupe », *Le Point*, 30 avril 2015.



relations sont coupables et de leur donner ainsi une connotation immorale. Il faut qualifier, caractériser la nature de cette relation.

Si l'on considère que la politique est à la fois un discours et de l'action, interrogeons à cette aune les relations récentes entre la droite et l'extrême droite. La droite emprunte-t-elle au registre lexical de l'extrême droite ? Oui, mais au fond peu importe : les mots n'appartiennent à aucune famille politique. Chaque organisation choisit les thèmes qu'elle porte, le contenu qu'elle leur donne. Ce qui compte, c'est l'intention avec laquelle on les utilise, ainsi que les verbes et les compléments qu'on y adjoint. Ainsi, généraliser l'immigration en ne l'évoquant qu'au singulier, lier immigration et identité nationale, évoquer les fraudeurs aux allocations sociales et affirmer que la plupart sont étrangers revient à marcher sur la ligne jaune qui sépare la droite de l'extrême droite, voire à la franchir. Alors que la seconde s'est toujours distinguée par un discours simpliste, homogénéisant et essentialiste, la première a su accepter la complexité des choses, sauf à certains moments au cours de ces dernières années, comme nous venons de le rappeler.

Et c'est bien là que l'on comprend la force et l'influence du discours politique. « Le bruit et l'odeur », le « pain au chocolat » ou « la cinquième colonne islamiste » ne sont que des mots ou des expressions, ils ne constituent pas une politique publique. Mais ils légitiment un discours, ils diffusent une orientation, ils émettent la digue.

En découle la seconde question : la droite met-elle en œuvre les politiques publiques promues par le FN et qui sont caractéristiques de l'extrême droite ? À l'encontre de tout fondement républicain, à l'encontre du principe d'égalité entre nationaux et résidents étrangers

établi par le Conseil constitutionnel en 1993<sup>29</sup>, le FN prend la nationalité comme critère de sélection pour l'octroi d'un certain nombre d'aides publiques<sup>30</sup> (logement, emploi). Or, à l'heure où ces lignes sont écrites et malgré les règles en vigueur<sup>31</sup>, la droite n'a pas engagé de réforme pour exclure les étrangers ou pour donner la priorité aux Français dans l'accès à l'emploi ou au logement, par exemple. D'ailleurs, comment l'aurait-elle pu ? On imagine mal un gouvernement exclure des Américains, des Suisses ou des Russes de tous ces dispositifs. Or, un étranger est un étranger...

Si les discours de trop nombreux responsables de droite sont de nature à grignoter lentement mais sûrement la digue qui les sépare de

---

29. Décision n° 93-325 DC du 13 août 1993 : « 2. Considérant qu'aucun principe non plus qu'aucune règle de valeur constitutionnelle n'assure aux étrangers des droits de caractère général et absolu d'accès et de séjour sur le territoire national ; que les conditions de leur entrée et de leur séjour peuvent être restreintes par des mesures de police administrative conférant à l'autorité publique des pouvoirs étendus et reposant sur des règles spécifiques ; que le législateur peut ainsi mettre en œuvre les objectifs d'intérêt général qu'il s'assigne ; que dans ce cadre juridique, les étrangers se trouvent placés dans une situation différente de celle des nationaux ; que l'appréciation de la constitutionnalité des dispositions que le législateur estime devoir prendre ne saurait être tirée de la comparaison entre les dispositions de lois successives ou de la conformité de la loi avec les stipulations de conventions internationales mais résulte de la confrontation de celle-ci avec les seules exigences de caractère constitutionnel ; 3. Considérant toutefois que si le législateur peut prendre à l'égard des étrangers des dispositions spécifiques, il lui appartient de respecter les libertés et droits fondamentaux de valeur constitutionnelle reconnus à tous ceux qui résident sur le territoire de la République ; que s'ils doivent être conciliés avec la sauvegarde de l'ordre public qui constitue un objectif de valeur constitutionnelle, figurent parmi ces droits et libertés, la liberté individuelle et la sûreté, notamment la liberté d'aller et venir, la liberté du mariage, le droit de mener une vie familiale normale ; qu'en outre les étrangers jouissent des droits à la protection sociale, dès lors qu'ils résident de manière stable et régulière sur le territoire français ; qu'ils doivent bénéficier de l'exercice de recours assurant la garantie de ces droits et libertés. »

30. « Application de la priorité nationale. Les entreprises se verront incitées à prioriser l'emploi, à compétences égales, des personnes ayant la nationalité française. Afin d'inciter les entreprises à respecter cette pratique de priorité nationale, une loi contraindra Pôle Emploi à proposer, toujours à compétences égales, les emplois disponibles aux demandeurs d'emploi français [...]. La priorité nationale s'appliquera également en matière de logement social où, à situation égale, le logement sera d'abord proposé aux personnes ayant la nationalité française », programme du FN sur leur site internet.

31. Le droit français n'accorde pas l'égalité des droits entre nationaux et résidents étrangers, même s'il tend depuis la Révolution française. Si le principe a été affirmé par le Conseil constitutionnel en 1993, certains droits – l'exercice du vote, par exemple – restent réservés aux nationaux (et aux résidents communautaires pour les élections municipales).

l'extrême droite, il faut avoir l'honnêteté de souligner que d'autres s'en démarquent, quoique timidement. Le débat à la primaire de la droite et du centre qui a eu lieu en novembre 2016 a permis de constater les divergences dans l'orientation et la stratégie face au Front national. Quand certains assument encore le vote du front républicain (Nathalie Kosciusko-Morizet), d'autres sont adeptes du « ni-ni » (Jean-François Copé) ou conseillent de « choisir le moins sectaire » (François Fillon). D'autres encore restent flous après avoir changé de position (Nicolas Sarkozy). Certains enfin ne cachent pas leurs vues sur le FN (Jean-Frédéric Poisson). Dans les actes, la digue reste réelle, dans les discours, elle est bien friable. Si l'on cherche à montrer que la droite chasse idéologiquement sur les terres frontistes, il faut aussi avoir l'honnêteté de reconnaître qu'avec le projet de déchéance de nationalité, annoncé par François Hollande en novembre 2015 et fort heureusement retiré en mars 2016, la gauche a pu sembler en faire autant.

Nous n'avions donc pas tort de condamner la proximité entre la droite et l'extrême droite, d'attaquer chaque dérapage, d'en appeler à la responsabilité de chacun et aux choix afférents. Mais nous l'avons mal fait : nous avons invectivé sans qualifier. On peut reprocher à la droite de rendre floue la frontière avec l'extrême droite pour tenter de siphonner ses voix. Mais il faut le démontrer et qualifier précisément chaque attitude, chaque prise de position. Or un badge, un Tweet, une « petite phrase » ne sont pas les bons outils. Le débat politique est complexe. Tenter de le simplifier ne doit pas conduire au simplisme.

Si *in fine* nous n'avions pas tort le samedi, avons-nous tort le dimanche ?

## Avions-nous tort le dimanche ?

Poser cette question, c'est poser celle de la pertinence du front républicain. Dans une V<sup>e</sup> République qui ne conçoit pas la tripolarisation de la vie politique et où l'élection présidentielle contraint au duel, le premier tour devient pour les grands partis une question de vie ou de mort.

Considérant qu'aucun signe égal ne peut être mis entre la droite et l'extrême droite, je fais partie depuis toujours des défenseurs du front républicain même si, depuis peu, les débats avec les élus et les militants de certains territoires me font vaciller. Pourquoi vouloir le maintenir ? La question posée n'est pas tant celle de son utilité que celle de sa justification, de sa légitimité politique face à une droite qui s'égare parfois en développant une stratégie de rapprochement idéologique avec le Front national.

Selon moi, rompre avec le front républicain ne revient pas à dire que le parti Les Républicains est comme le Front national, mais l'inverse. C'est affirmer que le FN est comme la droite. Or, nous ne pouvons affirmer cela parce que c'est faux. Que des électeurs de gauche soient sidérés par l'éviction d'un candidat socialiste au premier tour est fondé (même si leur abstention en est parfois la cause). Que ces électeurs répugnent à voter pour la droite est légitime. Mais qu'un parti politique, le Parti socialiste en l'occurrence, appelle à voter contre l'extrême droite est non seulement fondé et légitime, mais nécessaire. Les arguments selon lesquels LR regarde trop vers sa droite sont nombreux et justifiés. Mais ils ne sauraient être assez puissants pour mettre en cause la nécessité du front républicain.

Depuis des années, je me rends auprès d'élus et de militants avec quelques autres afin de défendre cette conviction, même s'il ne m'est pas facile de répondre aux arguments que l'on m'oppose : comment différencier Christian Estrosi du Front national ? En outre, faire « front républicain » signifie que le parti arrivé en troisième position au premier tour décide de ne pas se présenter pour le second tour. Il prend donc le risque de ne plus siéger dans des collectivités pour des années. Dès lors, comment faire valoir ses orientations ? La décision contraire de Jean-Pierre Masseret lors des régionales de décembre 2015 dans le Grand Est<sup>32</sup> n'est-elle pas la preuve que la stratégie du front républicain ne tient plus la route ? Ces trois questions, parfaitement légitimes et auxquelles il est objectivement difficile de répondre sans douter, forgent deux de mes convictions pour l'avenir.

La première est d'ordre pragmatique. La question de la pertinence du front républicain ne peut être traitée localement, en fonction des opinions des uns et des autres ou des spécificités locales. Autrement dit, l'argument selon lequel certaines collectivités ne passeront jamais au FN et, partant, l'idée que le risque de ne pas respecter le front républicain demeure minime sont à écarter. Un seul exemple l'atteste, celui de Mantes-la-Ville dans les Yvelines. Deux listes de gauche se sont maintenues au second tour lors des municipales de 2014, chacun étant convaincu que le FN ne pouvait pas gagner. Au bout du compte, Cyril Nauth, candidat du FN, est devenu maire de Mantes-la-Ville avec soixante et une voix d'avance. Il faut une règle à la fois nationale

---

32. Jean-Pierre Masseret est président du conseil régional de Lorraine de 2004 à 2015. En décembre 2015, lors des élections régionales, la liste qu'il conduit arrive en troisième position avec 16,1% des voix derrière celles du Front national (36,1 %) et de la droite (25,8 %). Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, fidèle et constant sur la question du front républicain, lui demande de se retirer. Jean-Pierre Masseret décide de se maintenir. Il finit troisième avec 15,2 % des voix mais la Région ne passe pas au FN et les socialistes gardent quelques élus au sein du conseil régional.

et de principe, travaillée avec tous, défendue par le plus grand nombre pour qu'elle soit comprise et donc respectée.

La seconde conviction tient du principe. Le front républicain ne peut plus être traité comme une question exclusivement électorale. C'est d'abord une question politique. Cet argument n'est pas un simple expédient rhétorique, il est l'argument le plus juste et le plus fort. Jusqu'à présent, cette question n'est évoquée que le soir d'un premier tour, comme une solution électorale à un enjeu politique. Il faudrait au contraire dès le commencement d'une campagne électorale interpellier sans cesse la droite sur la confusion qu'elle peut être tentée d'entretenir avec l'extrême droite, sur la ligne de conduite qu'elle compte adopter, en somme qualifier précisément ses errements. Bref, il faudrait faire en sorte que le front républicain devienne une question – voire une difficulté – pour la droite, et non plus seulement pour la gauche. Pour cela, il est évidemment nécessaire de remobiliser l'électorat de gauche.

C'est pourquoi, *in fine*, nous n'avons pas eu tort le dimanche 6 octobre 2013 d'en appeler au vote républicain. C'est avant que nous étions dans l'erreur, en ne parvenant pas à être en première ou en deuxième position. À penser une élection à partir de calculs à court terme, à alimenter la confusion entre la droite et le FN, la gauche ne gagnera jamais, même si le premier acteur de la confusion est la droite elle-même. Il s'agit là d'une erreur politique mais également – et c'est plus grave – morale.

Droite, gauche, extrême droite : qui des trois a la première modifié sa stratégie et les tactiques qui en résultent au point d'avoir fait évoluer celles des deux autres ? La tripolarisation impose de penser les interactions

entre chacune des trois. Même si cette analyse du jeu politique fait débat<sup>33</sup>, la tripolarisation induit une lutte à mort puisque le système institutionnel français privilégie le duel. Au regard de l'importance de l'enjeu, il convient donc d'élaborer *la* bonne stratégie. Mais, à trop débattre du débat stratégique, les échéances passent sans que des réponses soient apportées.

La droite a choisi son champion. C'est François Fillon, contre toute attente, qui portera ses couleurs lors de la présidentielle de 2017. Le moins que l'on puisse dire est qu'il ne s'embarrasse pas, comme la plupart des responsables LR, des interrogations politiques et morales sur la question du front républicain. À choisir, il préfère le candidat « le moins sectaire ». Quelle ligne politique ! Si je reste convaincue de la pertinence du front républicain, ce n'est qu'à deux conditions, que la présidentielle prochaine doit nous permettre d'affirmer et de mettre en application.

D'une part, il faut, sur les sujets fondamentaux qui permettent de distinguer le FN et LR, se demander s'il existe une différence de nature ou de degré entre les propositions du candidat de droite et celles de Marine Le Pen. Je pense à l'Europe, à l'immigration, à la laïcité, au modèle social, à l'identité républicaine. D'autre part, il faut interpeller sans cesse la droite sur ce qui fonde le pacte républicain : tendre vers l'égalité des droits. Nous devons nous assurer du fait qu'elle s'engagera à poursuivre, dans les limites posées par la loi, la primauté du critère de territorialité sur celui de la nationalité. Autrement dit, il faut sans cesse interpeller la droite sur la question de la préférence nationale.

33. On peut notamment lire l'analyse très intéressante du politologue Joël Gombin. Pour penser le champ politique, il propose de considérer davantage la structuration des clivages politiques que l'organisation par partis : Joël Gombin, *Le Front national*, Paris, Eyrolles, 2016, pp. 99-110.

S'il demeure une différence de nature entre la droite et l'extrême droite et si la droite n'est pas prête à revenir sur le principe (limité dans le droit) de territorialité, alors je serai favorable au maintien d'un vote républicain, si la question doit se poser. Mais je crains que ces positions de principe et ces conditions ne tiennent pas longtemps, et ce pour deux raisons. Premièrement, l'influence de la ligne étatiste développée par Florian Philippot sur les orientations de Marine Le Pen est criante. Ne l'a-t-on pas en effet entendu affirmer sur tous les plateaux de télévision, le soir du premier tour de la primaire de la droite et du centre, que François Fillon détruira des emplois publics, et donc le service public ? Deuxièmement, François Fillon a choisi pour cette campagne de la primaire un créneau politique à la fois conservateur et réactionnaire, reprenant ainsi les orientations de Sens Commun<sup>34</sup> notamment, orientations que ne renierait pas le Front national.

La question du front républicain devra donc être posée et reposée tout au long de la campagne. Et, pour conclure, rappelons une évidence : le meilleur front républicain, c'est de voir la droite et la gauche s'affronter au second tour de l'élection présidentielle. La mobilisation des électeurs de gauche est donc la première et principale réponse à cet épineux problème.

34. Sens Commun est un mouvement né en 2013 au moment des débats sur le mariage ouvert à tous les couples. Il défend une vision très traditionaliste de la famille. Aux confins de la droite et de l'extrême droite, le mouvement a choisi de rallier la droite et le justifie ainsi sur son site internet : « Prenant acte de la mobilisation de plusieurs leaders de l'UMP contre la loi Taubira et la "réforme de civilisation" qu'elle entend opérer, Sens Commun a choisi de rejoindre l'UMP, aujourd'hui Les Républicains, afin d'accompagner, de consolider et de raviver sans cesse ce choix courageux. » C'est au nom de ses orientations sur la famille que Sens Commun a soutenu la candidature de François Fillon.

## CINQUIÈME ERREUR : NAVIGUER ENTRE DÉNI ET REFUS DE TRANCHER

---

Face au Front national, la gauche a une réaction atavique et viscérale. Nul besoin de justifier qu'on s'oppose à lui car, par nature, tout sépare la gauche et l'extrême droite. À cet égard, Gaël Brustier et Fabien Escalona relèvent avec justesse que « l'installation du FN dans le paysage politique à partir du milieu des années 1980 a incontestablement permis au PS de faire vibrer la corde du combat antifasciste, dont la puissance symbolique et la charge mémorielle relayaient celles d'une union de la gauche en voie de décomposition<sup>35</sup> ». Mais, s'il est bon que les cordes vibrent dans les combats politiques, il faut également non seulement les accompagner d'un certain nombre de questions et, si possible, de réponses, mais également s'assurer que lesdites questions ne sont pas périmées ou héritières d'un temps révolu. Constatons-le, nous avons navigué entre un déni certain des réalités et une incapacité à trancher des questions anciennes. Ainsi, deux débats ont trop longtemps occupé les militants de gauche (et continuent de manière erratique), alors que deux questions au moins ont peu été posées.

« **Parler du Front national, c'est lui faire de la publicité.** »

Combien de fois avons-nous entendu cette affirmation, chez des sympathisants de gauche comme de droite, d'ailleurs ? Elle a justifié par exemple le fait qu'on se pose la question d'organiser ou non des réunions publiques sur l'émergence du Front national. Sous cette

---

35. Gaël Brustier et Fabien Escalona, « La gauche et la droite face au Front national », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 507.

forme, cette affirmation me paraît inepte. Pour autant, la question de la publicité faite au FN se pose bien, et elle conduit à une réflexion plus vaste et plus complexe, celle du traitement médiatique du Front national. Depuis l'accession de Marine Le Pen à la présidence du FN, contrairement à ce que les frontistes ne cessent d'affirmer, les principaux responsables du parti ont table ouverte sur les plateaux de télévision. Certes, lorsqu'on représente un tel pourcentage d'électeurs, la chose peut être entendue, surtout vu notre mode de scrutin. Mais tout de même, la banalisation de leur présence et le peu de contradictions qui leur sont opposées par la plupart des journalistes légitimement grandement leurs thèses et leurs constants mensonges. Le fait est que la présence médiatique des membres du FN depuis quelques années a largement contribué à la diffusion de sa doctrine.

Ce qui est vrai pour les partis est vrai pour les médias : il serait absurde de rendre ces derniers responsables de la montée du FN en raison de la place qu'ils leur laissent. En revanche, la façon dont les responsables du FN sont traités (c'est-à-dire peu ou prou de la même manière que tout autre invité politique) montre que tout n'est pas si clair dans les esprits sur la nature du parti politique Front national. Si tous étaient convaincus qu'il est un parti d'extrême droite avec toutes les conséquences doctrinales et politiques que cela suppose, il y a fort à parier que les responsables frontistes seraient moins présents dans les médias, ou d'une manière différente. La « dédialisation » a donc bien fonctionné.

« **Le FN est un parti raciste, xénophobe, antisémite, contre lui le combat ne peut être que moral.** »

Il y a fort à parier que la plupart des lecteurs vont trouver la première partie de cette affirmation très exagérée. Que le FN soit populiste,

voire d'extrême droite, c'est entendu. Mais il n'est plus si juste d'affirmer qu'il est antisémite ou raciste, entend-on souvent.

Caractériser le FN, le ranger dans la catégorie des partis d'extrême droite semble très simple d'un point de vue politique, mais n'est pas si aisé d'un point de vue scientifique. La science politique n'en apporte aucune définition arrêtée et partagée par l'ensemble des chercheurs. Nous associons si facilement l'extrême droite aux années 1930 et à la Seconde Guerre mondiale qu'il est important aujourd'hui de repenser l'extrême droite et ses invariants, en France et en Europe, à l'aune du contexte politique et social du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>.

Mais intéressons-nous ici au caractère moral de la lutte contre le Front national. La qualification de « combat moral » renvoie aux années 1970 et 1980 durant lesquelles le FN, incarné par Jean-Marie Le Pen, ponctuait le débat public d'outrances, de provocations et d'évocations liées justement à la période des années 1930 et 1940<sup>37</sup>. Ces bravades calculées rendaient en réalité assez simple le combat contre le Front national, et la justification du fameux « cordon sanitaire » plus légitime encore.

36. Les travaux de Jean-Yves Camus et de Nicolas Lebourg sont à cet égard très complets. On peut notamment se référer aux nombreux articles de Nicolas Lebourg publiés sur le site internet Slate.fr ou à l'ouvrage qu'ils ont publié ensemble récemment : Jean-Yves Camus, Nicolas Lebourg, *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.

37. En septembre 1988, à propos du ministre Michel Durafour, Jean-Marie Le Pen déclare à la tribune du congrès de son parti : « M. Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture, dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : "Nous devons nous allier, aux élections municipales, y compris avec le Parti communiste, car le PC, lui, perd des forces tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner." M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu ! » En septembre 1987, au « Grand Jury » de RTL : « Je suis passionné par l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale », source : site internet de l'Institut national de l'audiovisuel.

Dès lors que Marine Le Pen, tout à la stratégie de dédramatisation de son parti, use de l'ensemble des figures de style offertes par la langue française<sup>38</sup> pour s'adonner à ce que le politologue Alexandre Dézé appelle « l'euphémisation discursive<sup>39</sup> », la question du « cordon sanitaire », et donc de l'angle moral du combat antifrontiste, se pose à nouveaux frais. Mais, à mon sens, le débat a été mal posé. La question n'était pas tant de savoir s'il fallait ou non abandonner toute perspective morale dans la bataille face au FN, ce qui aurait signifié que nous le placions au même niveau que tout autre parti adverse. Il s'agissait de déterminer comment s'attaquer à un parti qui brouille les marqueurs idéologiques et rhétoriques de son identité historique pour montrer patte blanche et élargir sa base électorale.

Ceux qui considéraient que le combat devait se mener avant tout, voire exclusivement dans le champ moral, accusaient les autres d'abandonner la bataille, d'avoir cédé devant la banalisation frontiste, d'être aveuglés par la stratégie mariniste. Les tenants de cette ligne, il faut le reconnaître, ont perdu de leur crédit en continuant à utiliser l'expression « bête immonde<sup>40</sup> » pour parler du FN, expression qui n'exerce plus d'effet repoussoir sur personne. Ceux qui considéraient que le combat moral contre le FN était devenu obsolète accusaient les premiers de ne pas comprendre les évolutions à l'œuvre dans l'extrême droite française et de mener une bataille contre-productive. Associer

38. Sur la façon dont Marine Le Pen use de la langue française, voir Cécile Alduy et Stéphane Wähnich, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Seuil, 2015 ; Sarah Proust, « Argumenter contre le Front national, c'est démonter la mécanique du discours frontiste », *Revue socialiste*, n° 52, 2013, pp. 49-52.

39. Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 90.

40. L'expression est le plus souvent utilisée pour évoquer le fascisme et le nazisme en Europe dans les années 1930 et 1940. Elle est reprise de Bertolt Brecht dans *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, écrit en 1941.

Marine Le Pen à Hitler ou à Mussolini ne permettrait en aucun cas de faire divorcer ne serait-ce qu'un seul électeur du Front national.

Cette question du combat moral a été l'objet de nombreuses discussions, notamment entre Elsa Di Méo, ancienne conseillère régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et moi-même lorsque nous avons été chargées de conduire le travail sur le FN pour le Parti socialiste. Son histoire militante et son territoire d'élection la rapprochaient plutôt des partisans du combat moral, sans qu'elle soit totalement convaincue. Mon histoire et mon territoire me faisaient préférer le dépassement du combat moral, sans que j'en sois entièrement persuadée. Ensemble, depuis trois ans, nous avons forgé un compromis qui est avant tout une conviction. Et nous cherchons à la diffuser dans le Parti socialiste au fil de toutes les réunions que nous animons. En aucun cas le combat moral ne peut être abandonné car il signifierait que, pour nous, le FN serait devenu un parti comme les autres. Mais il ne peut plus être un angle d'attaque unique, l'introduction ou le prisme premier par lequel nous engageons la riposte. Ainsi, il n'y a pas à choisir entre qualifier le FN de parti d'extrême droite et prendre point par point toutes les propositions de son programme pour en montrer l'aberration, l'inefficacité ou l'injustice. Répéter à l'envi que le FN est d'extrême droite et penser que c'est suffisant est une erreur ; ne se livrer qu'à la contre-argumentation sur le programme politique sans démontrer ce qu'implique le projet politique sous-tendu par sa doctrine reviendrait à négliger la spécificité populiste, stigmatisante, excluante, nationaliste du FN.

Quoi qu'il en soit, à ergoter sur les deux débats précédents, nous avons posé tardivement les deux questions suivantes, pourtant essentielles.

## Comment prendre en compte l'évolution du corps électoral ?

Il est toujours difficile de penser qu'après soi les plus jeunes grandissent et qu'un individu connu enfant devient un jour un électeur. Mais éluder le temps qui passe peut faire commettre quelques erreurs. En 2013, alors que j'achève mon ouvrage sur le Front national<sup>41</sup>, et concentrée sur les municipales, pour lesquelles nous craignons une victoire majeure du FN, je m'avise – un peu par hasard, je dois l'admettre – que les primo-votants de 2014 avaient 6 ans en 2002. Autrement dit, les jeunes qui étoffaient le corps électoral à l'occasion de ces élections locales significatives n'avaient connu l'extrême droite que présidée par Marine Le Pen. Son père, c'était déjà de l'histoire ancienne. Je réalise dès lors que nos outils militants, notre façon de parler du FN, les références sédimentées qui nous permettent de nous comprendre en une formule (« Durafour crématoire ») n'ont aucune efficacité pour convaincre les plus jeunes électeurs tentés par le frontisme. Symétriquement, ils ne mobiliseront plus comme avant les jeunes qui pourraient être antifrontistes ou qui l'auraient été s'ils avaient vécu vingt ans avant. Comment parlons-nous de politique aux plus jeunes ? Comment ne pas s'adresser uniquement à la jeunesse scolarisée et estudiantine ? Comment contrebalancer la haine du présent et la glorification d'un supposé âge d'or face à des générations qui entendent depuis leur prime enfance qu'ils vivront moins bien que la génération de leurs parents ? Constatons-le : la gauche aujourd'hui n'est pas suffisamment armée pour faire divorcer du vote FN les jeunes qui s'y sont engouffrés lors des précédents scrutins.

41. Sarah Proust, *op. cit.*

Une fois que le FN est là, on fait comment ?

Avec « seulement » 14 villes gagnées par le FN ou des mouvements d'extrême droite (Orange, Béziers...), nous avons pensé que les municipales de 2014 constituaient pour ses responsables un échec patent, ce qui est vrai au regard des objectifs qu'ils s'étaient fixés et des sondages réalisés les mois précédents. Néanmoins, des questions nouvelles ont alors émergé, auxquelles nous peinons encore à répondre.

Comment les élus socialistes doivent-ils se comporter dans une municipalité frontiste ? Certes, une première réponse est donnée par le respect du suffrage, et donc du choix des électeurs. Le fait que l'élu doit exercer son mandat ne peut être soumis à aucune discussion. En revanche, tout ce qui a trait à ses missions et fonctions symboliques peut l'être. Par exemple, quelle doit être la réaction des élus d'opposition lors des cérémonies de commémoration, au cours desquelles les maires FN n'hésitent jamais à « jouer » avec l'histoire ? Doivent-ils, en signe de contestation, organiser les cérémonies lorsque le FN refuse de le faire<sup>42</sup>, en boycotter d'autres lorsqu'elles sont détournées au profit d'une expression partisane ? Cette question peut paraître accessoire face aux enjeux liés à l'extrême droite. Mais elle ne l'est en aucun cas pour les élus locaux que le parti doit appuyer et orienter, et elle l'est encore moins dans la définition cohérente, homogène, nationale de la nature du combat que nous entendons mener face à l'extrême droite.

42. En 2012, le Sénat a adopté une proposition de loi socialiste qui consacre le 19 mars 1962 – jour du cessez-le-feu en Algérie – Journée nationale du souvenir des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie. Le Front national a toujours refusé de célébrer cette cérémonie, considérant qu'il s'agit d'une insulte à l'égard des harkis (voir par exemple le communiqué de presse du FN du 18 mars 2014) ; ou il profite de cette journée pour annoncer qu'il débaptisera les rues « 19 mars 1962 » comme a promis de le faire Julien Sanchez, le maire de Beaucaire.

Et ces questions se seraient posées de façon encore plus aiguë si le FN avait gagné des régions en décembre 2015. Heureusement, cela n'a pas été le cas. Mais ne nous satisfaisons pas de ce résultat, largement lié à notre mode de scrutin, et considérons simplement que nous avons gagné un peu de temps pour préparer au mieux les prochaines échéances que Marine Le Pen regarde avec avidité. Pour ces échéances, la gauche devra s'attaquer à tous les sujets, un à un, ne refuser d'en traiter aucun et donner du sens à tous.

---

#### SIXIÈME ERREUR : REFUSER DE TRAITER CERTAINS SUJETS, EN MALTRAITER D'AUTRES

---

Parmi les valeurs défendues dans les différents camps politiques, certaines sont historiquement et traditionnellement attribuées à la gauche, d'autres à la droite. Ainsi, justice et solidarité, progrès ou égalité sont des valeurs plutôt attribuées à la gauche quand famille, autorité, mérite ou tradition sont généralement situés à droite. Le mot « valeur » est un incontournable du discours politique. Parler de valeurs, c'est affirmer qu'on en est le défenseur, c'est se situer du côté du « bien », c'est signifier que l'on sert une cause et un intérêt général dépassant son individuel. Parler des valeurs, c'est comme évoquer le « vivre ensemble », cela exalte un auditoire. Parler des valeurs dédouane l'action, puisque la rhétorique peut aider à faire entrer de force une action dans un cadre de valeurs. Mais évoquer les valeurs ainsi, c'est vider ce mot et les valeurs mêmes de leur sens. Une valeur, c'est étymologiquement « ce qui vaut ». Si une chose vaut, c'est qu'elle peut être évaluée et, pour cela, il faut que le lien entre le mot et l'action soit fermement établi.



Il ne suffit pas de prôner la solidarité pour être solidaire dans les faits, de s'affirmer laïque pour respecter les principes fondateurs de la laïcité, de répéter cent fois la devise républicaine pour être républicain. Ainsi, nous sommes là confrontés à un double problème. D'une part, le fossé se creuse entre la valeur et l'action qui doit lui donner sa valeur, son sens, autrement dit son contenu. D'autre part, à considérer que certaines valeurs (ou même, sans parler de valeurs, de simples balises idéologiques et politiques) appartiennent à un camp soit par l'histoire, soit par préemption par un camp politique avant les autres, nous nous interdisons de les traiter. Deux exemples, deux erreurs qu'il ne faudrait plus commettre illustrent cette double difficulté.

### L'identité n'est pas de droite...

L'identité est la relation qu'un individu a à lui-même, c'est ce qui lui permet de se distinguer de l'autre. La notion d'identité est donc porteuse d'un double sens : celui de l'altérité, autrement dit la relation à l'autre, et celui de l'exclusion de l'autre. L'identité est une abstraction, une construction culturelle liée à l'histoire, une appartenance et un choix, c'est-à-dire une forme de contrat. Or, depuis un certain nombre d'années – je ne saurais dater précisément le phénomène<sup>43</sup> –, la gauche ne perçoit dans la notion d'identité que son versant d'exclusion. À cet égard, Nicolas Sarkozy n'a pas aidé la gauche à changer de point de vue. La création en 2007 du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement tendait à accrédi-ter l'idée selon laquelle l'immigration mettait à mal la question de l'identité. Il y aurait donc une identité française existant en dehors

43. Je dirais néanmoins qu'il est né il y a une trentaine d'années. Cela est lié à la montée de la pensée communautariste, avec la coexistence plus ou moins pacifique de groupes qui se définissent par leur identité. Issue des pays anglo-saxons, cette coexistence est très mal acclimatable en France.

de l'immigration. Quelle erreur, et quelle ineptie ! L'identité de la France est mêlée à l'histoire (ancienne) des migrations. Au demeurant, ce ministère et son intitulé ont fait l'objet de critiques aussi légitimes qu'acribes. La gauche a pris en grippe le terme d'« identité » et l'a abandonné tout entier au camp de la droite, qui déjà cherchait à le voler à l'extrême droite. Celle-ci en avait en effet fait depuis longtemps le premier chapitre de ses programmes électoraux.

On a donc préemption à l'extrême droite, plagiat à droite, tétanie à gauche. Préemption à l'extrême droite car, en s'emparant du thème, elle lui a donné dans nos mentalités une tonalité exclusive, excluante et essentialiste (identité blanche, chrétienne, française) ; plagiat à droite car annoncée pendant la campagne, la création du ministère de l'Immigration avait pour but d'attirer à l'UMP le plus grand nombre d'électeurs du FN ; tétanie à gauche car un thème préempté par l'extrême droite et plagié par la droite ne peut être développé par la gauche. Encore une fois, quelle erreur, et quelle ineptie !

Par principe, la notion d'identité est mouvante puisque le temps passe et que l'homme évolue dans un monde qui change. Aussi certaines facettes de son identité varient-elles. Les faits modifient la notion d'identité. Cette dernière doit être réinterrogée par la philosophie, les sciences humaines et le politique. L'adapter au contexte n'est pas mécaniquement lui retirer ses fondements, c'est la rendre compréhensible et donc assimilable par chacun. La mondialisation, les nouvelles technologies, l'information instantanée, les nouvelles formes de conflit, la crise climatique et ses conséquences sont autant d'éléments qui, ces trente dernières années, ont profondément changé notre monde et notre rapport à l'autre. Ainsi, la notion d'identité évolue et ce dont l'identité est faite évolue aussi.

Face à l'identité nationale prônée par la droite, la gauche aurait dû construire une réponse, au lieu de rejeter le concept d'identité au motif qu'il comportait une forte dimension d'exclusion. Elle aurait dû répondre fermement en recourant à l'idée d'identité républicaine (qui est un socle sur lequel peuvent se poser de multiples identités cohérentes). Il convenait de créer un conflit, non pas simplement au sens d'une opposition aux actes de Nicolas Sarkozy, mais au sens d'une opposition idée contre idée. Il fallait provoquer un débat public et politique pour convaincre nos concitoyens que l'identité peut être républicaine avant d'être nationale. Cela s'appelle un combat politique. Nous ne l'avons pas mené – ou si peu. Nous l'avons même perdu puisque l'UMP s'est baptisé « Les Républicains » ! Refuser de traiter un sujet comme l'a fait la gauche ne revient pas à le rendre inexistant dans le débat public. Bien au contraire. On peut à la fois l'évoquer, lui donner un contenu (républicain, progressiste) et affirmer de manière concomitante qu'il n'est pas à placer au sommet des priorités à examiner, développer ou mettre en œuvre. En effet, depuis dix ans, la course sans fin d'une polémique identitaire à l'autre a-t-elle résolu un seul problème des Français ? Évidemment pas.

### ... La souveraineté non plus

Reprenons tout d'abord la définition de la souveraineté que donne la Constitution de 1958.

Article 2 : La langue de la République est le français. L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge. L'hymne national est « La Marseillaise ». La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ». Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3 : La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Article 4 : Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> dans les conditions déterminées par la loi. La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.

Selon la Constitution française, la souveraineté est donc à la fois nationale (détenue par la Nation comme abstraction indivisible, son exercice dépassant les seuls citoyens) et populaire (puisqu'il s'agit du libre arbitre transformé en mandat librement donné par les citoyens à un représentant ou une assemblée pour le gouvernement des hommes et des choses). Il y a donc là une forme de synthèse de l'ensemble des composantes de la souveraineté. Souveraineté populaire et souveraineté nationale ne s'opposent pas.

Lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, les États européens décident de traité en traité de créer un espace de décision supranational, ils agissent avec l'Union européenne comme les citoyens ont agi avec leurs représentants et leurs assemblées délibératives : ils

cèdent librement une partie de leur libre arbitre (et donc de leur souveraineté) à une assemblée supérieure.

L'exercice de la souveraineté et le dessaisissement d'une partie de sa souveraineté (des citoyens aux représentants ou à l'État, de l'État à une entité supranationale) s'opèrent donc dans un cadre à la fois rationnel et contractuel. Mais les lieux de prise de décision se multiplient, s'atomisent et s'éloignent des mandants. De manière concomitante, la décentralisation des années 1980 et la construction européenne des années 1990 ont étiré, élargi et éclaté le champ des lieux de décision. Concernant la prise de décision publique et donc l'exercice de la souveraineté, on a assisté à un double mouvement : rapprochement mais atomisation par la décentralisation, éloignement et concentration par la construction européenne.

Beaucoup de nos concitoyens ne savent plus où se prend la décision, et donc où s'exerce la souveraineté. Or, rationnellement et contractuellement, cette souveraineté leur appartient. Et quand les politiques leur affirment (souvent à juste titre, d'ailleurs) : « Ce n'est pas moi qui décide, c'est x » (le x pouvant être la commune, l'intercommunalité, le département, la région, l'État ou l'Europe), les citoyens ont le sentiment que la souveraineté n'est plus exercée en leur nom, qu'ils ne sont plus mandants, qu'ils ne peuvent plus exercer de contrôle. Or, ce contrôle est la contrepartie contractuelle de la cession de la souveraineté. La question de la souveraineté est donc pour nos concitoyens une préoccupation importante et fondée.

À gauche, nous répugnons trop souvent à invoquer la souveraineté au regard de notre attachement à l'engagement européen et internationaliste, mais aussi pour la même raison que celle que je viens

d'évoquer s'agissant de la notion d'identité. L'extrême droite se dit souverainiste et la droite l'a également souvent proclamé. Pourtant, traiter de la souveraineté n'est ni réactionnaire, ni conservateur, ni anti-internationaliste en soi. Tout dépend de la manière dont on l'évoque et des objectifs que l'on assigne à cette évocation. Pour la gauche, la question de la souveraineté devrait correspondre à un défi à relever : rapprocher les citoyens des lieux et des prises de décision, des contrôles et de l'évaluation des prises de décision.

À ne pas vouloir traiter un certain nombre de sujets parce qu'ils sont ou seraient attribués à d'autres camps que le nôtre, nous risquons de nous couper des préoccupations légitimes de nos concitoyens et de nous interdire de contester le contenu qu'y mettent nos adversaires politiques. Nous ne pouvons refuser de donner une orientation précise et claire à l'identité et à la souveraineté. Et tout en les développant, nous devons affirmer quelle est leur place dans la hiérarchie de nos priorités.

L'identité, c'est se repérer soi et repérer les autres. Il s'agit donc d'un fondement essentiel de la vie en société. L'exercice de la souveraineté, c'est comprendre où se prennent les décisions, qui les prend, comment, et pouvoir les évaluer. Il s'agit donc d'un fondement essentiel de la démocratie. La vie en société et la démocratie font intrinsèquement partie du corpus idéologique de la gauche. Donnons donc du sens à ces deux jalons majeurs qui feront partie des grands sujets de la présidentielle de 2017. En politique, faire amende honorable pour les erreurs commises n'est pas, comme on le dit à propos des relations humaines, avoir parcouru la moitié du chemin vers la réhabilitation. Il faut, sinon les réparer, tout du moins mettre en place les mécanismes nécessaires pour ne plus les reproduire, ce

qui revêt en l'espèce la forme de deux chantiers majeurs : réfléchir autrement et agir mieux ; une gageure, en somme.

Il y a les sujets que la gauche ne traite pas, il y a aussi ceux qu'elle maltraite alors qu'ils structurent les débats actuels, qu'ils exigent plus que d'autres, peut-être, une rigueur, une objectivité, une solidité inébranlable de la part de ceux qui s'en saisissent. La laïcité et l'immigration sont deux sujets maltraités par la gauche.

### Pour une laïcité sans épithète

Commençons par souligner que la laïcité est maltraitée par tous, en particulier par la droite et l'extrême droite. Durant cent ans, la droite a accepté bon gré mal gré la laïcité pour ce qu'elle était : un compromis. Les choses ont un peu changé depuis que le FN nous impose de débattre sur son terrain, selon son rythme et avec ses points d'entrée.

En surface, le FN commet peu de fautes. Sur son site internet, le titre de la partie consacrée à la laïcité s'affiche ainsi : « La laïcité : une valeur au cœur du projet républicain<sup>44</sup> ». Les paragraphes qui suivent, introduits par le sous-titre « Laïcité et égalité », reprennent sans excès ni mensonge mais de manière très succincte ce que la loi sur la laïcité permet et interdit. Tous ceux qui refusent encore de voir une certaine réalité frontiste en face, et notamment le fossé entre leurs discours, d'une part, et leurs actes, d'autre part, gagneraient à lire cet extrait : « Dans le même temps, il a été légitimement précisé qu'aucune forme de discrimination sur la base de la religion ne pouvait intervenir dans la vie publique de la nation, de même qu'aucune forme de discrimi-

44. « Laïcité, une valeur au cœur du projet républicain », site internet du Front national.

nation ne puisse être opérée de la part de l'autorité publique sur la base de l'origine ethnique, du sexe ou encore de l'orientation sexuelle<sup>45</sup>. » Et, pour faire sortir les derniers récalcitrants du déni, rappelons la réponse de Marine Le Pen le 11 septembre 2016 sur TF1 sur la question de la compatibilité de l'islam avec la République : « Moi je crois que oui. Un islam tel que nous l'avons connu, laïcisé par les Lumières comme les autres religions [...]. Je ne lutte pas contre l'islam, je ne lutte pas contre une religion [...]. Moi je lutte contre le fondamentalisme islamiste<sup>46</sup>. »

Ce type d'affirmation, récurrent et assumé, fait grincer des dents les militants frontistes (et pas uniquement eux), bien moins convaincus que leur mentor de la compatibilité entre l'islam et la République. Néanmoins, il y a six ans à peine, Marine Le Pen comparait les « prières de rue » à « l'occupation nazie ». Elle n'évoquait pas les prières de musulmans salafistes provoquant la République et la laïcité en organisant des prêches dans l'espace public, comme elle n'a jamais invoqué la laïcité pour interdire les prières des militants de Civitas empêchant la circulation automobile à Paris lors des débats parlementaires sur le mariage pour tous. Non, elle ciblait les prières de ceux qui se rendent chaque vendredi devant une mosquée du XVIII<sup>e</sup> arrondissement trop petite pour accueillir les fidèles. Depuis, un lieu de culte plus grand a été ouvert, et les prières dans la rue (expression préférable à celle de « prières de rue ») ont disparu.

Au risque de surprendre ou de choquer, la sincérité des opinions de Marine Le Pen m'importe peu. Ce qui compte à mes yeux est

45. *Ibid.*

46. Olivier Faye, « Marine Le Pen joue la carte de la modération en vue du second tour », *Le Monde*, 16 septembre 2016.

l'intention avec laquelle les propos sont tenus, la façon dont l'électorat perçoit et considère le FN et la manière dont la gauche se positionne dans le débat sur la laïcité.

Marine Le Pen a du flair. Elle sent plus que d'autres l'état actuel de la société et joue avec. Elle manœuvre avec intelligence dans une société fracturée et apeurée. Son intention ? Gagner la présidentielle. Faut-il pour cela élargir la base électorale traditionnelle du Front national ? Qu'à cela ne tienne : elle adoucit les angles traditionnels du discours frontiste. Sent-elle la société française arrimée à l'idée de la laïcité ? Elle décide de s'en faire l'avocat, quitte à rompre avec l'un des piliers de l'extrême droite française, qui a toujours défendu une alliance avec les autorités catholiques. La rupture avec l'Église catholique est-elle si évidente ? Probablement. Mais ses proches, ses cadres et elle-même entonnent encore une antienne d'extrême droite : la relativité culturelle qui permet une hiérarchisation des cultures, associée à la question de la Nation. La « relativité culturelle », c'est aussi ce qui fonde le communautarisme à l'anglo-saxonne, par opposition à l'universalisme abstrait des Lumières. C'est du reste l'une des contradictions majeures du Front national : il s'oppose à l'universalisme abstrait, revendique un relativisme culturel en cherchant à promouvoir et à protéger les « racines chrétiennes de la France ». Dans le même temps, il reproche au relativisme de conduire à un glissement vers le communautarisme.

Face à cela, la gauche est empêtrée. Après avoir constaté que le FN s'était emparé de la laïcité, elle a péché par orgueil. Pécher par orgueil, c'est considérer que la laïcité par nature et par principe est de gauche, que personne n'a le droit de s'en emparer – par conséquent, rien ne sert de trop s'en préoccuper puisqu'elle « nous appartient ».

Pécher par orgueil, c'est aussi camper sur ses positions, osciller entre déni et incapacité à agir. La gauche maltraite la laïcité quand elle lui colle une épithète (ouverte, rigide, inclusive, autoritaire, souple, forte) ; quand elle crée des camps où les épithètes deviennent des étiquettes puis des slogans vides de sens ; quand elle refuse de voir le réel ou exagère les peurs ; quand elle se sert de la laïcité comme d'un outil de tolérance excessive ou de fermeté sans fondement.

En maltraitant la laïcité, la gauche a laissé au Front national toute latitude pour s'en emparer. Et au bout de quelques années, le FN est malheureusement perçu comme un parti défendant la laïcité, parfois plus que les autres – notamment aux yeux d'un pourcentage non négligeable de fonctionnaires. Une enquête du Cevipof datée de décembre 2015<sup>47</sup> montre en effet que le vote en faveur du FN progresse fortement dans cette partie de la population : « L'implantation du Front national (FN) au sein des trois fonctions publiques s'est confirmée de manière impressionnante lors du premier tour des élections régionales de 2015. Il s'agit d'un changement qualitatif car le Front national conquiert un univers socioprofessionnel qui lui était traditionnellement hostile et prend même racine au cœur du monde enseignant. Cet ancrage du FN chez les fonctionnaires suit néanmoins les lignes d'une fracture sociale qui sépare les cadres des agents d'exécution. »

Alors, que devons-nous faire à gauche ? Trois choses au moins. Tout d'abord, il faut affirmer une idée capitale. La gauche doit cesser de dire que la laïcité est d'abord une valeur. La laïcité est avant tout un principe de droit, constitutionnalisé en 1946, puis en 1958. La

---

47. Luc Rouban, « Les fonctionnaires et le Front national », *La Note* / #3 / *Vague 1*, Sciences Po Cevipof, décembre 2015.

laïcité est aussi une loi. Bien évidemment, elle était et demeure un idéal d'inspiration philosophique qui a émergé à des heures aussi lumineuses que violentes de l'histoire de France, pendant la Révolution française de 1789, alors qu'ont été affirmés des principes universels, dont la liberté de conscience et l'égalité des droits, exprimés par la Déclaration des droits de l'homme. Mais définir la laïcité comme principe constitutionnel, et non seulement comme une valeur, c'est lui donner plus de force. Pourquoi ? Parce que face à une valeur on peut en opposer une autre, d'autant que notre époque raffole de cela : relativiser, comparer, niveler. Or la laïcité ne se choisit pas, elle s'impose. Que cette loi, comme d'autres (liberté de la presse, liberté d'association, droit à l'avortement), soit l'héritière d'un combat et inspirée de principes philosophiques, c'est entendu. Mais rappeler qu'elle est d'abord un principe de droit, c'est affirmer que ne pas respecter la laïcité, c'est se placer en dehors de la loi.

Ensuite, la gauche doit regarder le réel et répondre sans tergiverser et sans circonvolutions à un certain nombre de questions. J'ignore si vous vivons une époque plus religieuse qu'auparavant. Nous traversons en tous les cas une période paradoxale. En tendance, l'appartenance religieuse recule (en France, 63 % des gens ne s'identifient pas à une religion<sup>48</sup>). Pourtant, elle occupe de plus en plus de place dans les débats et dans l'espace publics, et je regrette que nous parlions plus du droit à croire que du droit à ne pas croire en Dieu.

De quoi s'agit-il en France ? La loi du 9 décembre 1905 est une loi de séparation. Elle consacre le divorce entre l'État et les Églises. Ils

48. Enquête de 2012 menée par l'association de sondages WIN/Gallup International, et décryptée par Leila Marchand, « Plus de la moitié des Français ne se réclament d'aucune religion », *Le Monde*, 7 mai 2015.

étaient fusionnés, le combat consistait donc, dans le principe et les modalités, à opérer leur séparation. En 1905, le sujet tenait à la fois du principe – liberté de conscience, libre exercice des cultes, aucune subvention aux cultes<sup>49</sup> – et de la pratique – séparation concrète des biens de l'État et des biens des Églises. C'est une loi de divorce.

Entre 1850 et 2004, la laïcité est évoquée dans trois textes à valeur constitutionnelle<sup>50</sup>, définie et encadrée dans neuf lois<sup>51</sup> et par au moins cinq circulaires et autres énoncés juridiques<sup>52</sup>. Nous ne manquons pas de matière – ou, plus précisément, lorsque nous en manquons, le législateur, le pouvoir réglementaire et les magistrats en produisent.

En 2016, les enjeux de la laïcité tiennent encore aux questions de principe, mais son aspect pratique est tout autre qu'en 1905. Il ne s'agit plus de savoir quel bien appartient à qui, mais en quoi les pratiques religieuses sont ou non compatibles avec les principes laïques. La laïcité, forgée à une époque où les Français se disaient majoritairement croyants, est une loi libérale. Elle permet, elle autorise, elle donne des droits, elle protège les croyants et les croyances. Or, toutes les lois, circulaires ou décisions prises depuis 1905 sont restrictives. Autrement dit, nous sommes face à un principe constitutionnel très libéral, dont les applications sont restrictives. On a donc là un premier hiatus évident : se réclame-t-on du principe ou de ses applications ? Autre épine dans le pied laïque : si une majorité de Français se dit laïque, un double mouvement est à l'œuvre, à savoir une démonstration plus

49. Articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État.

50. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, intégrée au préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 ; préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 ; Constitution du 4 octobre 1958.

51. En 1850, 1875, 1882, 1886, 1905, 1907, 1959, 1984, 2004.

52. Circulaires Jean Zay de 1936 et 1937, avis du Conseil d'État en 1989, circulaire Bayrou de 1994, circulaire Fillon de 2004.

importante de son appartenance religieuse et (conséquemment ou indépendamment) une tendance à vouloir un espace public sinon neutre, du moins débarrassé des signes ostentatoires d'appartenance religieuse.

Malgré sa complexité, la question de la place de la religion dans l'espace public pourrait être posée de manière sereine et intelligible. Mais les positions excessives qui s'affrontent empoisonnent le débat. Faire croire que l'on peut interdire le burkini au nom de la laïcité, comme certains maires ont voulu le faire à l'été 2016, est mensonger d'un point de vue juridique et grave d'un point de vue politique. Ne pas critiquer des pratiques de l'islam contraires aux droits individuels (des femmes, tout particulièrement) et aux libertés fondamentales est un renoncement extrêmement grave. Confondre racisme et critique de la religion est une faute et constitue un danger pour l'avenir. Nier les discriminations à l'égard des musulmans est un aveuglement coupable. Penser qu'il n'y a pas de problème avec la laïcité en France en est un autre.

Alors, et enfin, la gauche doit réinvestir le champ entre la mollesse et les excès. Être solide et puissant ne signifie pas être autoritaire. Être tolérant et bienveillant n'est pas être mou. Être solide, puissant, tolérant et bienveillant est possible. La gauche qui voudrait y tendre existe. Elle est majoritaire mais tétanisée. J'en fais partie. En quoi consisterait ce réinvestissement ? Il s'agirait par exemple de rassembler tous les énoncés juridiques en une seule et même loi. Ainsi, les principes laïques, toujours garantis par la Constitution, ne seraient pas éclatés entre des normes de niveaux différents (loi, jurisprudence, circulaire) comme c'est le cas aujourd'hui.

Cette loi pourrait être complétée lorsque des zones d'ombre subsistent. Je pense notamment à la question des accompagnants pour

les sorties scolaires. Une mère voilée peut-elle accompagner la classe de son enfant ? Il ne saurait exister de « règle au cas par cas ». Ce serait la fin de règles pour tous, ce serait se décharger de la responsabilité du choix sur les chefs d'établissement, ce qui n'est pas acceptable. Afin de répondre à cette question, il faut poser celle-ci : le périmètre de l'école est-il géographique ou symbolique ? S'il est symbolique, alors les parents qui portent des signes religieux ostentatoires ne peuvent pas être accompagnants. Si l'on considère, comme je le pense, que l'école publique est à la fois riche de symboles, mais d'abord délimitée par sa frontière géographique (ce qui est tout de même plus simple à comprendre et à respecter), alors les parents qui portent des signes religieux (dans le respect de la loi) peuvent être accompagnants. Autre interrogation : la sortie se déroule-t-elle sur un temps scolaire (donc les parents qui portent des signes religieux sont écartés) ou sur un temps périscolaire (dans ce cas, la présence de ces parents serait autorisée) ? Il me semble inefficace de penser en ces termes. En effet, prenons le sujet par l'absurde. Si la sortie scolaire était prévue de 10 heures à 16 heures, elle aurait lieu à la fois sur des temps scolaires et périscolaires. On imagine mal un enseignant regarder sa montre et une mère voilée accompagnante mettre et retirer son voile selon l'alternance des différents temps. Il faut des solutions objectivables et praticables.

D'autres idées concrètes doivent être inventées. J'ai l'honneur d'être membre de la commission « Laïcité et fonction publique<sup>53</sup> » initiée par la ministre Annick Girardin et présidée par Émile Zuccarelli. Installée en juin 2016, elle a rendu son rapport et ses préconisations en décembre 2016. Tous les membres ont jugé nécessaire d'assurer des

---

53. « Annick Girardin installe la commission "Laïcité et fonction publique" », site internet du ministère de la Fonction publique, 7 juin 2016.

formations (initiales et continues) sur la laïcité dont les contours semblent trop peu connus, de formuler clairement le droit là où les ambiguïtés demeurent (nous venons d'évoquer les parents accompagnant des sorties scolaires), de créer un baromètre pour quantifier et objectiver les cas relevant de difficultés d'application de la laïcité dans la fonction publique, afin d'y répondre plus rapidement et de manière pertinente.

Plus largement, constituer une brigade de « hussards » de la laïcité dans la fonction publique et du fait religieux dans les entreprises, qui assurerait formations et séminaires, permettrait sans aucun doute de désamorcer la majeure partie des crispations et des conflits. Toute idée concrète doit poursuivre un seul objectif : étoffer la laïcité, la renforcer non en la rendant plus dure ou plus ouverte, mais en lui donnant un seul et même cadre juridique, en comblant les manques, en permettant de la connaître au fond et dans le détail grâce à des émissaires laïques présents partout sur le territoire. À mon sens, la laïcité n'est ni à refaire, ni à réinventer, ni à assouplir, ni à restreindre. Elle doit être étoffée, connue et défendue, et ses brèches doivent être colmatées. C'est la meilleure réponse au discours du FN. Rien ne sert de le démasquer, de tenter de coincer Marine Le Pen pour pointer ses incohérences. Il faut occuper le terrain laïque, ne laisser prise à aucun de ses adversaires, ne jamais renoncer face à ceux qui attaquent la laïcité et les libertés individuelles et collectives acquises dans des luttes douloureuses et violentes, et ne laisser aucune parole publique dévoyer la laïcité. En somme, « la laïcité n'est pas un glaive, mais un bouclier », comme l'écrit si justement Caroline Fourest dans son dernier ouvrage<sup>54</sup>.

54. Caroline Fourest, *Génie de la laïcité*, Paris, Grasset, 2016.

## Migration et immigration ou l'éloge malheureux de la discrétion

Précisons d'emblée que je ne traite ici que des récents flux d'immigration et du caractère singulier qu'ils revêtent. Néanmoins, une partie des réflexions qui suivent peut être étendue à l'ensemble de la situation migratoire en France et doit être inscrite dans ce climat ancien de tensions, de crispations et de représentations erronées qui caractérisent le rapport compliqué de la France à son immigration, rapport fait d'« amnésie collective » (l'expression est de l'historien Gérard Noiriel<sup>55</sup>) et de méconnaissance.

Comme pour la laïcité, je tiens à affirmer que les premiers coupables d'un mauvais traitement de l'immigration dans les paroles comme dans les actes sont la droite et l'extrême droite. Néanmoins, en tant qu'élue locale dans un territoire aussi divers et clivé que le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au fil des permanences municipales et des réunions avec les habitants, je me suis forgé deux convictions sur la faiblesse de la gauche. Devant l'afflux de migrants provoqué par la guerre en Libye, les échecs des « printemps arabes », notre lâcheté face au dictateur Bachar Al-Assad, notre passivité face aux guerres au Soudan et en Érythrée, notre réaction a été peu digne au regard de l'histoire de la France et de ce que nous prétendons, souvent avec arrogance, dire au monde, sur notre tradition d'accueil en particulier.

Nous devons accueillir beaucoup plus de migrants que les 30 000 prévus, assumer de reconnaître qu'un tel accueil sera difficile et coûteux, que l'immigration n'est ni une chance (pour ceux qui

55. Gérard Noiriel, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Seuil, 1988.



doivent partir) ni une catastrophe (pour ceux qui doivent accueillir) ; qu'il s'agit d'un fait structurel et ancien avec lequel nous devons composer avec humanité et justice pour encore longtemps. C'est pourquoi une politique européenne des migrations est absolument nécessaire.

Et j'assume ces propos alors même que le territoire dont je suis l'élue s'est parfois trouvé un peu seul face aux milliers de migrants qui dorment dans la rue depuis des mois. Je travaille sur les raisons de l'émergence du Front national depuis de nombreuses années. Je ne méconnais donc rien des difficultés à trouver des places d'hébergement ou à parler avec des habitants de leur peur et de leur colère de vivre avec des migrants sous leurs fenêtres. Je n'ignore rien non plus des tracts que le FN diffuse dans ces quartiers, dont l'immigration constitue le sujet numéro un, celui qui permet d'évoquer tous les autres : la sécurité, l'identité, le chômage, le logement, etc. Je ne méconnais rien des pétitions que la droite fait signer pour s'opposer à l'ouverture d'un centre d'accueil pour les migrants porte de la Chapelle. J'ai vu et entendu les manifestations à Forges-les-Bains (Essonne) et j'ai eu connaissance de l'incendie volontaire du centre d'hébergement qui devait y accueillir moins de cent migrants. J'ai pris connaissance des vœux et motions que des élus de droite font voter pour refuser l'accueil de migrants dans leurs villes, départements ou régions. Je mesure l'angoisse collective née après les attentats de 2015. Je ne suis donc ni aveugle, ni sourde, ni ignorante de la violence de ces débats. Avec d'autres élus, j'y suis sans cesse confrontée.

Et pourtant, je pense que nous ne sommes pas à la hauteur de l'enjeu. Les migrants continueront d'arriver en France tant que la situation dans leur pays ne sera pas apaisée. L'ouverture du centre d'accueil des migrants à Paris cet automne 2016, décidée par la maire

Anne Hidalgo, est une décision juste, qui allie efficacité et solidarité. Pourquoi ? Parce qu'il fallait un lieu en dur pour éviter que les migrants dorment dehors dans des conditions sanitaires désastreuses et dangereuses ; parce que nous ne pouvions laisser les habitants dans un espace public occupé et insalubre pendant des semaines ; parce que, pour les associations sociales, humanitaires œuvrant pour les droits des migrants, le travail est plus facile et donc plus efficace dans un centre en dur qu'au milieu des tentes dans la rue. Pour tous, donc, la décision de la maire de Paris est salutaire, efficace et digne.

Par ailleurs, je suis convaincue que nous n'affaiblissons pas le Front national ni n'assurons une victoire de la gauche en 2017 en adoptant une politique migratoire oscillant entre un peu d'humanité (chiffre de 30 000 migrants), beaucoup de fermeté (affirmation que la France n'accueillera pas plus de migrants à l'avenir) et discrétion concernant les décisions prises (réquisition de places partout en France pour l'accueil...). Non seulement nous ne combattons pas le FN, mais nous ne sommes ni à la hauteur de l'enjeu, ni fidèles à l'exigence de solidarité qu'appellent ces phénomènes.

Je considère en effet que la France et les Français doivent accepter d'être solidaires dans cette période où il est si difficile de l'être. Mais soyons honnêtes : si l'on excepte cette parenthèse mythifiée des Trente Glorieuses, avons-nous déjà vécu une période propice à une solidarité qui ne coûterait rien ou presque ? La solidarité a un coût symbolique et matériel. Nous devons tenir ce discours face à la droite, face à l'extrême droite, face aux Français qui ne le supportent pas et face au gouvernement. Heureusement, nous ne sommes pas seuls ! En effet, si je ne nie pas la violence des débats liés à l'immigration depuis toujours, et en particulier ces dernières années, je sais aussi que de

nombreux Français ont accueilli des migrants chez eux, se sont engagés dans des associations pour les aider, donnent des cours de français pour une intégration plus rapide et plus simple, rassemblent des vêtements et les apportent dans les centres d'accueil. On en parle moins, et pourtant toutes ces solidarités existent. Il est peut-être temps de le faire savoir ! Ma première conviction est donc qu'il faut agir avec plus de solidarité pour les migrants – qu'ils deviennent ensuite réfugiés politiques ou non. La France en a et les moyens et le devoir.

Ma seconde conviction porte sur les politiques du logement : construction de logements sociaux et politiques de peuplement dans le logement social<sup>56</sup>. Elles ne concernent peut-être pas aujourd'hui les flux les plus récents, mais à terme elles en concerneront une partie. Or, les ratés de ces politiques de peuplement contribuent au climat de crispation et de méfiance évoqué au début de ce propos. Non seulement nous ne construisons pas assez de logements sociaux mais, comme les politiques de gauche et de droite sont en la matière très différentes, les alternances politiques locales et nationales n'aident pas à régler le problème, non seulement sur le plan quantitatif (il faut plus de logements sociaux, et surtout très sociaux), mais aussi qualitatif (il faut assurer la mixité sociale). En permanence municipale, comme d'autres élus, je reçois des habitants qui viennent poser une question simple, à laquelle je peine à trouver une réponse : pourquoi n'ai-je pas le logement après cinq, dix ou quinze ans d'attente ? Beaucoup vivent dans une situation précaire, ont une seule pièce pour leur famille, source d'insalubrité, de promiscuité, etc. Partout en France, on voit

56. En direction de quartiers dits en difficulté, elles visent à corriger les effets ségrégatifs qu'ont eus les politiques de logement de social. Il s'agit donc de modifier la composition de ces quartiers afin d'y instaurer une certaine mixité sociale. Cette politique s'appuie sur plusieurs leviers, notamment le programme de rénovation urbaine par la diversité des produits de logement qu'il a pour vocation de mettre en œuvre. L'attribution des logements sociaux est supposée également y contribuer.

des opérations immobilières sortir de terre, mais les habitants continuent à attendre.

Mais, plus important encore, nous échouons globalement à assurer la mixité dans l'habitat. Et j'illustrerai la responsabilité de la droite que j'évoquais plus haut d'un tout petit exemple local. Il semble sans importance mais pointe bien le clivage gauche/droite. Le 12 septembre 2016, en conseil d'arrondissement du XVIII<sup>e</sup> à Paris, la droite vote – sans le justifier – contre la création de logements sociaux à Montmartre (qui en compte peu) et en faveur de la création de logements sociaux dans le quartier de Marx Dormoy (qui en compte déjà beaucoup). On le voit, il est excessivement difficile de construire des politiques globalement efficaces concernant la mixité avec des élus de droite qui détricotent tout ce que d'autres tentent d'accomplir dans ce domaine, et des maires qui préfèrent payer des amendes plutôt que de respecter la loi SRU sur le pourcentage de logements sociaux que doivent atteindre toutes les communes de France.

Mais encore faut-il que la gauche agisse plus vite et plus efficacement, et aussi qu'elle rompe avec un non-dit. En France, contrairement à ce que l'on croit, les statistiques ethniques ne sont pas interdites dans tous les cas, même si leur recueil et leur utilisation doivent répondre à des critères stricts<sup>57</sup>. D'ailleurs, si les commissions

57. La loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 empêche le recueil et l'enregistrement des informations relatives aux origines ethniques ou à l'appartenance religieuse des personnes interrogées, sauf dérogation et à condition que soit respecté un certain nombre de principes de protection des données personnelles, qualifiés par la CNIL de « règles d'or » (principe de finalité – finalités déterminées et légitimes –, principe de proportionnalité, caractère limité de la durée de conservation, sécurité des données, respect des droits des personnes). Poser des questions dites « sensibles » (ethnie, orientation sexuelle) reste impossible dans le cadre du recensement obligatoire de la population organisé par l'Insee. En 2007, le gouvernement lance un projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile et qui autorise les statistiques ethniques. Cette disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel le 15 novembre 2007.

d'attribution de logements sociaux ne peuvent travailler avec des statistiques ethniques, elles disposent de moyens de connaissance des populations qui leur permettent de contourner la règle (nationalité, patronyme). Donc, en pratique, attribuer tel logement dans tel immeuble ou quartier sur critère ethnique n'est pas impossible, et manifestement cela se pratique, quoique évidemment pas systématiquement. En outre, les présupposés sur ce qui est bon ou pas pour les différents acteurs en présence (élus, bailleurs, logés) sont tenaces. Concernant les logés, les chercheurs sont loin d'être unanimes sur les bienfaits de la mixité, qui restent un débat discret mais réel. Et pourtant, la non-mixité entraîne de très nombreuses difficultés. Des élus commencent à évoquer le sujet, à l'instar de François Pupponi, député et maire de Sarcelles, par ailleurs président de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : « Il y avait la tour des Marocains, la tour des Maliens, la barre des Sénégalais. Les gens ont envie d'entre-soi. Ce système assurait une certaine tranquillité sociale et satisfaisait tout le monde<sup>58</sup>. » Ce n'est pas vrai partout, mais les faits sont là. Au demeurant, les habitants en parlent plus librement que les élus. Plus cette question sera évoquée, plus il sera compliqué de continuer à la traiter de façon opaque et de rester dans le déni. Là encore, je n'ignore rien de ce que pourrait en dire et en faire le FN, mais je sais aussi ce qu'il en dit et en fait quand nous ne traitons pas les sujets comme nous devrions le faire.

Les récentes vagues de migration d'une part, et le travail sur la mixité dans le logement social d'autre part sont deux chantiers que la gauche doit travailler avec plus de force dans les discours et dans les

---

58. Catherine Sabbah, « Les limites et les non-dits de la "politique de peuplement" », *Les Échos*, 2 février 2015.

actes. Ils ne recouvrent pas, tant s'en faut, la question de l'immigration dans sa totalité, mais ils en sont probablement les aspects les plus urgents. De manière plus générale, on peut regretter que la question de l'immigration soit toujours évoquée avec frilosité, tant ses impacts électoraux sont forts. Ainsi, chez les socialistes, pour justifier une politique migratoire moins sévère que celle mise en œuvre par la droite, on use et abuse des chiffres, notamment ceux qui prouvent que les étrangers apportent davantage au budget de l'État qu'ils ne le grèvent<sup>59</sup>. Seraient-elles « vertueuses », les logiques comptables ne répondent en rien à l'angoisse que l'immigration suscite. Elles ne constituent pas davantage un frein au déferlement de préjugés, de propos et d'actes racistes, ou un argument politique à même d'accroître la tolérance face à l'immigration. Et l'on sait pourtant combien ce serait utile à l'apaisement de notre société.

---

59. Xavier Chojnicki et Lionel Ragot, *On entend dire que... l'immigration coûte cher à la France, qu'en pensent les économistes ?*, Paris, Les Échos/Eyrolles, 2012.

## ET MAINTENANT, TOURNONS LA PAGE !

Enferrés dans le piège frontiste, nous avons observé les évolutions du FN à travers des cadres de réflexion anciens. Ce parti changeait-il vraiment ? Les signes de « dédiablement » correspondaient-ils à une mue véritable ou n'étaient-ils qu'un artifice stratégique et communicationnel ? Ces questions nous ont éloignés des indépassables de la pensée et de l'action politiques : réfléchir autrement et agir mieux. Réfléchir autrement, c'est énoncer comment et pourquoi les combats se mènent. Agir mieux, c'est accepter la conflictualité sociale et y participer.

### CHOISIR LE TERRAIN ET PRÉPARER LA BATAILLE

---

Énoncer au nom de qui et contre quoi les combats se mènent

J'ai passé ces presque vingt dernières années à militer. J'ai donné à mon engagement politique une place prépondérante dans ma vie en exerçant des responsabilités nationales dans mon parti et à travers mon mandat local dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Je suis convaincue que ce qui constitue aujourd'hui le cœur de mon engagement au quotidien, ce sont ceux qui ont besoin de la politique. C'est en leur nom que je m'engage. Nous n'avons pas tous besoin de politique – ou plutôt nous en avons besoin à des degrés très divers. Lorsque j'évoque

un besoin de politique, je fais référence à ce que la politique produit en termes de dispositifs publics, de mécanismes de solidarité.

Certains ont accès à une formation initiale, à un logement dans le parc privé, à un emploi, se soignent sans difficulté dans le secteur privé, et ce indépendamment des politiques publiques. Ils ne reçoivent pas d'allocations publiques et leur famille peut leur donner un coup de pouce quand c'est nécessaire (de l'argent, des contacts professionnels, des garanties pour un appartement). D'autres ont, pour tout ou partie de leur vie, besoin des mécanismes de solidarité que procurent les politiques publiques. Il leur est nécessaire que des logements sociaux soient construits, que les allocations augmentent pour qu'ils puissent vivre décemment. Ils ont besoin de financements pour des formations initiales ou continues, de médecins partout sur le territoire, de transports publics accessibles au plus près de chez eux.

Beaucoup de ceux qui « font » la politique n'ont pas « besoin » de la politique. Je fais partie de ceux-là. Évidemment, comme on peut être cardiologue sans avoir de problème cardiaque, la représentation, l'empathie, la prise en compte de l'intérêt général et le bon sens permettent à des personnes engagées et compétentes de bien faire ce à quoi elles n'ont pas d'intérêt personnel. Et je serai toujours de celles et ceux qui affirment que les élus sont des citoyens attachés à leur fonction et à leur mandat, qui travaillent sans compter pour des gratifications rares ou sommaires. Mais il reste vrai que beaucoup de ceux qui « font » la politique n'en ont pas « besoin ».

Il leur faut donc agir non pas tant pour un autre qu'eux, que pour quelqu'un qui vit une situation qu'ils n'ont jamais vécue. Cela requiert des compétences techniques, mais surtout des qualités humaines, dont

l'empathie et l'humilité. J'ai appris l'humilité dans mon mandat local : lors des permanences municipales où les élus reçoivent des habitants venus faire le point sur leurs demandes de logement social ; lors des réunions avec des habitants aux prises avec des problèmes préoccupants de tranquillité dans l'espace public ; lors des réunions avec des parents démunis face à la violence où leur enfant s'est vu entraîné. Que l'on ait ou non besoin de la politique pour soi-même, exercer un mandat est l'un des moyens d'être convaincu de toute la force du « au nom de qui ».

Énoncer au nom de qui les combats se mènent est la mission première des responsables politiques. Tout commence ainsi. Mais il faut aussi dire « contre quoi » on se bat. Une société, c'est un ensemble de courants contradictoires que la politique doit canaliser, contrecarrer ou favoriser. Exercer le pouvoir est d'une difficulté extrême. Je crois en la nécessité de l'apaisement quand l'état social est tendu, mais je suis également persuadée que la politique suppose d'accepter la conflictualité et de la mettre au jour, parce que les intérêts des agents sociaux divergent. Assumer la conflictualité est – admettons-le – plutôt l'apanage de la gauche, dont la raison d'être est la transformation sociale (transformer c'est combattre). C'est la bataille contre des situations acquises (ou rentes) dans toute leur diversité et contre le pouvoir de l'argent.

Le « contre quoi » doit aider à définir le « au nom de qui ». Car la progression et l'émancipation du « qui » sont entravées par la puissance du « quoi ». Aurais-je pu évoquer le « contre qui » plutôt que « contre quoi » et « au nom de quoi » plutôt que « au nom de qui » ? Non. S'opposer, c'est qualifier les forces idéologiques en présence et celles que l'on va combattre. Représenter, c'est parler des gens au nom des gens.

Aider chacun à être identifié, repéré dans le champ social : où sommes-nous et où allons-nous ?

Lorsqu'on a défini le « au nom de qui » et le « contre quoi », la moitié du chemin est parcourue. L'autre moitié du chemin, seconde mission des responsables politiques, consiste à repérer (au sens d'« identifier dans le champ social ») les citoyens auxquels on s'adresse. Le sens que je donne au fait de repérer, d'identifier les citoyens est la capacité des politiques à expliquer qui nous sommes, quel est notre rôle social, notre place dans l'histoire. C'est relier les individus dans des collectifs, leur donner une place. Cela consiste en deux questions : où sommes-nous ? Où allons-nous ?

Évoquer et traiter le « où sommes-nous », c'est donner une grille de lecture du monde, de la société mondiale et nationale dans laquelle nous évoluons, c'est caractériser les grands mouvements à l'œuvre, qu'ils soient historiques, économiques, sociaux ou environnementaux. Les politiques, avec leur subjectivité et leur sincérité, doivent dire le monde tel qu'ils le voient, dire quels en sont les acteurs, en porter une appréciation afin que chaque citoyen se sente armé pour le comprendre. À ces derniers de choisir, parmi tous les politiques qui se prêtent à cet exercice nécessaire, celui ou celle qui propose la grille de lecture la plus en adéquation avec son analyse propre et son vécu singulier. C'est ainsi que l'on choisit ou doit choisir son appartenance politique : en fonction de la façon dont chaque parti politique donne sa lecture du monde.

Vient alors le temps du « où allons-nous ? » Il s'agit d'un discours qui permet de se projeter. Après avoir décrit le monde, ses imperfections, ses atouts aussi, il convient de donner un point d'arrivée :

voici la société dans laquelle je propose de vivre, voici le chemin à emprunter, tels seront nos alliés, voici les outils qui seront nécessaires. En somme : tel est le monde que je propose de construire avec vous. Là encore, chacun, avec son libre arbitre, animé de sa culture propre, de son expérience et de ses idéaux, peut choisir parmi les projections proposées. Aider les citoyens à se repérer dans leur environnement social ne signifie pas qu'ils sont incapables d'élaborer leur propre analyse. C'est donner une lecture subjective, contester les désordres et proposer une direction pour parvenir à une société transformée. C'est ainsi que les élus doivent se présenter aux électeurs, et c'est par ce moyen que ces derniers peuvent effectuer des choix éclairés.

Selon moi, le « au nom de qui », le « contre quoi », le « où sommes-nous » et le « où allons-nous » sont les quatre piliers de la conquête du pouvoir pour un exercice juste de ce pouvoir. À cet égard, il n'est pas difficile d'être d'extrême droite. Et j'affirme cela sans une once de mauvaise foi. Lorsque l'on est d'extrême droite, les équations sont aujourd'hui faciles. « Au nom de qui » ? Les « oubliés ». Chacun peut se retrouver dans cette qualification, nous sommes tous les oubliés de quelqu'un. « Contre quoi » ? La technocratie de Bruxelles, l'immigration. « Où sommes-nous » ? Dans un monde instable, où notre société est menacée par des désordres extérieurs qui veulent mettre à mal notre culture. « Où allons-nous » ? Dans une société épurée de ceux qui nous mettent en danger. Désincarnation, anxiété, appel à une identité en danger, désignation du mal : tout y est. L'extrême droite parvient toujours à créer des repères, et c'est une des raisons pour lesquelles elle rencontre des succès électoraux. Mais elle crée des repères sur des bases malsaines et erronées.

Contrecarrer l'extrême droite, c'est proposer une autre grille de lecture du monde à nos concitoyens. Ce n'est pas simplement affirmer que le projet du FN est néfaste et prétendre qu'il constitue une avant-garde fasciste. Non, contrecarrer l'extrême droite, c'est d'abord donner notre propre grille de lecture et dire où nous allons. Il s'agit donc d'allier le pouvoir et la puissance : le symbole du pouvoir et la puissance d'agir.

---

#### LE TERRAIN EST PRÊT ? PARTONS EN CAMPAGNE !

---

Plutôt que de choisir entre les combats à mener, affirmons maintenant qu'il faut tous les mener.

#### Retrouver le chemin de la pensée

La première bataille à lancer contre le Front national est idéologique. Cessons de penser, avec le mépris de classe qui caractérise nombre de commentateurs et d'acteurs du débat public, que les électeurs du FN sont idiots, incultes, qu'ils n'ont pas conscience des enjeux et sont dépourvus d'outils de compréhension du monde. Par conséquent, cessons de nous focaliser sur la seule nécessité de « décrypter » ou de « démasquer », nous comportant en classes dominantes tenues d'expliquer le FN aux classes populaires ignorantes. Faire preuve de pédagogie, oui. Mais celle-ci doit consister à montrer en quoi le combat est idéologique face à l'extrême droite. Le décryptage seul ne suffit pas.

Pourquoi le combat est-il avant tout idéologique et pourquoi le décryptage est-il largement insuffisant, voire inutile ? Prenons

l'exemple des élections municipales de 2014. Les candidats du FN avaient inscrit dans leur programme ou annoncé dans leurs discours que les enfants dont les parents sont au chômage n'auraient plus accès à l'accueil matinal avant la classe ou à la gratuité de la cantine. Or, dans un certain nombre de villes où le FN a triomphé, ces annonces ont été mises en pratique dès le premier trimestre après les élections<sup>60</sup>.

Donc, en l'espèce, l'enjeu n'est pas de décrypter un programme qui énonce clairement que certains enfants seront privés de cantine. Il est de mener une bataille politique, idéologique pour convaincre des électeurs que priver des enfants de cantine est injuste humainement et socialement et inefficace économiquement (cela ne réduit pas la dépense publique). Mais il est évidemment plus difficile de mener ce combat que de « décrypter » un programme électoral. J'en suis convaincue : il ne s'agit pas de montrer qui est *vraiment* le FN. Dans ses engagements pour les municipales de 2014, tout était clair.

Mener la bataille idéologique, en l'occurrence, c'est lutter contre la peur et les idées fausses et c'est affirmer, contre l'ambiance actuelle, quelques points fondamentaux. En effet, quel est le raisonnement de ceux qui adhèrent à ce type de décisions ? « Nous sommes en crise, il faut être moins nombreux à partager un gâteau plus petit, et donc il

---

60. Au Pontet (Vaucluse), suppression de la gratuité de la cantine pour les familles les plus pauvres de la ville ; à Villers-Cotterêts (Aisne), augmentation spectaculaire des tarifs de cantine pour les familles les plus modestes ; à Mantes-la-Ville (Yvelines), le maire veut réserver la cantine aux enfants dont les deux parents travaillent ; à Beaucaire (Gard), révision des tarifs de cantine scolaire avec l'introduction d'un tarif A (la grille de l'ancienne municipalité allait de B à E), ce qui signifie la fin de la gratuité pour les familles modestes ; à Béziers (Hérault), suppression de l'accueil le matin avant l'école, désormais réservé « aux enfants dont les parents exercent une activité professionnelle, ou dans le cas d'une famille monoparentale dont le parent ayant la garde de l'enfant exerce une activité professionnelle » : Parti socialiste, *Le Livre noir. 18 mois de gestion municipale par le Front national*, décembre 2015.

faut faire un tri. Les chômeurs, puisqu'ils ne travaillent pas, ont le temps de s'occuper de leurs enfants » ; « Nous sommes en crise, il faut être moins nombreux à partager un gâteau plus petit, et donc il faut faire un tri, c'est normal que les Français passent avant les étrangers »... On pourrait faire la liste des arguments de ce type que nous entendons chaque jour.

Mener la bataille idéologique, ici, c'est affirmer que l'inscription à la cantine est un droit ; que certains enfants ne mangent à leur faim qu'à la cantine ; que, lorsque leurs enfants s'y trouvent, les parents peuvent aller travailler, se rendre au cinéma, ne rien faire chez eux, chercher du travail, mais que cette inscription à la cantine doit demeurer un droit pour tous. Entrer dans le débat sur les critères ou la justification du temps « bien » ou « mal » occupé par les personnes au chômage, c'est se lancer dans une discussion désastreuse sur le plan des principes, en plus d'être stérile et peu efficace.

Pour convaincre, il faut expliquer qu'accorder un droit aux uns n'enlève rien aux autres – la crainte de perdre un droit au profit « des autres » constituant un ressort majeur chez les personnes tentées par le frontisme. L'économie n'est pas un espace à périmètre fixe et immuable qu'il faut se partager entre plus ou moins de personnes et qui imposerait, en période de crise, un tri des bénéficiaires. Faut-il rappeler que ces arguments du partage et du tri sont toujours avancés au détriment des étrangers ? Les derniers arrivés ne pourraient être servis comme les autres. Puisqu'il faut un critère, c'est toujours celui de la nationalité qui prévaut, ou celui d'une identité prétendument différente et supérieure aux autres. Si la bataille idéologique, mère de toutes les autres, est menée, alors on peut s'attaquer au programme.

Critiquer le programme du FN ? Oui.  
Le qualifier, c'est encore mieux

Parmi les électeurs du FN ou les personnes tentées par le vote frontiste que j'ai rencontrés ces dernières années, peu m'ont dit voter pour ce parti parce qu'ils avaient été absolument convaincus par la proposition x du programme ou interpellés par la proposition y. On vote FN pour diverses raisons : pour la personnalité de Marine Le Pen, par adhésion, par contestation, par lobbying, comme l'explique si justement Nicolas Lebourg<sup>61</sup>, pour les idées véhiculées, parce qu'on entend dans la bouche des responsables du FN les mots que l'on dit soi-même ; bref, on vote FN pour toute une série de raisons, mais je ne suis pas sûre que son programme soit plus attentivement lu que celui des autres partis.

J'ai toujours été circonspecte quant à l'idée que le seul combat programmatique serait efficace, qu'à force d'évoquer le programme du FN et d'énoncer nos propositions face aux siennes, nous réussirions à éloigner durablement les électeurs de ce parti. Et ce pour deux raisons. La première, je viens de l'évoquer : le programme dans ses grandes lignes est connu et beaucoup ne trouvent rien à y redire. Priver les enfants de cantine, supprimer les subventions à la Ligue des droits de l'homme, cesser de financer les centres sociaux, toutes ces mesures comptent des partisans. Et je ne vois pas l'intérêt de leur dire simplement que nous proposons l'inverse. La seconde est que le seul combat programmatique revient à placer à un niveau équivalent deux projets qui ne se valent pas, qui ne dérivent ni de la même philosophie,

61. Grégory Marin, « Le Front national de Marine Le Pen : un objet d'étude normal », *L'Humanité*, 21 février 2014, repris sur le site Temps Présents le 24 février 2014.



ni des mêmes valeurs. Répondre aux propositions du FN par les nôtres, c'est simplement en contester le contenu, mais ce n'est pas les qualifier, les caractériser. C'est pourquoi la bataille idéologique est nécessaire, de manière permanente.

Toute contre-argumentation face au programme du FN n'est utile que si elle est précédée de la bataille idéologique que je viens de prôner d'une part, et si elle permet de qualifier le projet politique, d'autre part. Qualifier, c'est donner qualité à, c'est-à-dire caractériser, dire précisément ce que cela recouvre. Reprenons l'exemple de la privation de cantine. La proposition se trouve dans le programme du FN. Face à quelqu'un convaincu de son bien-fondé, rien ne sert d'affirmer que nous y sommes opposés. Il faut non seulement lui préciser au nom de quoi nous le sommes, mais également qualifier la mesure. En l'espèce, il suffit de la contradiction du FN. Il se présente comme le parti des oubliés (et beaucoup de ses électeurs se définissent ainsi), des « gens simples », de ceux qui ont du mal à boucler leurs fins de mois. Mais, dans les villes qu'il administre, le FN prive précisément ces personnes du droit de bénéficier de la gratuité pour la cantine, lorsque leur manque de ressources le nécessite.

Il ne faut pas ignorer le programme du FN, il faut le lire et en comparer les versions. C'est ainsi que l'on prend conscience par exemple du glissement sémantique qu'il opère. Il garde la même idée des « Français d'abord », mais la présente d'année en année de manière si différente qu'elle apparaît épurée de ses relents xénophobes : elle a été transformée en « préférence nationale » pour devenir désormais « priorité nationale ». L'idée est la même, mais elle est habillée d'une manière plus attirante ou moins choquante. C'est en cela que lire le programme du FN est utile – mais non suffisant.

## Investir tous les terrains

Il convient de ne pas surestimer la présence militante du FN. Lorsque Marine Le Pen en est devenue la présidente, nous entendions dire que le parti ouvrait des locaux dans chaque ville et village, qu'il était présent sur les marchés chaque week-end et que ses militants, activistes acharnés, menaient chaque semaine une grande campagne de porte-à-porte. C'est largement exagéré. Mais il ne faut pas sous-estimer le travail en profondeur du FN dans un certain nombre de territoires bien choisis, ratissés avec précision et sérieux. Et, même si ses militants sont moins présents qu'il ne le proclame ou ne le souhaite, il est néanmoins notable que des affiches de Marine Le Pen bordent de nombreuses routes françaises. Il faut également reconnaître que les militants frontistes sont très présents sur le Web et que, malgré le faible nombre de leurs *followers*, ils traquent toute contradiction qui leur est opposée et se ruent sur quiconque ose s'attaquer au FN pour l'assaillir (et le faire assaillir) de messages aussi nombreux qu'odieux<sup>62</sup>.

Indépendamment même de l'activisme frontiste, c'est sur le terrain que nous combattons les idées diffusées par le FN. En effet, la bataille contre ce dernier m'importe moins que la lutte contre la diffusion de ses idées. Investir le terrain, ce n'est pas seulement assurer une présence militante et régulière sur les marchés, même si cela est nécessaire. C'est aussi développer les permanences d'élus dans la rue – ce qui nous permet de faire le lien avec les réflexions développées plus haut sur la souveraineté et le fait de rapprocher les décideurs de leurs mandants. C'est multiplier les lieux d'engagement et dire au nom de quoi les combats sont menés.

62. Sur la « fachosphère », lire l'excellent ouvrage de Dominique Albertini et David Doucet, *La Fachosphère*, Paris, Flammarion, 2016.

Adhérents d'un syndicat, actifs dans des associations ou militants d'un parti politique : les militants de gauche ont toujours mené leur engagement dans divers cercles, gage d'efficacité. Le meilleur moyen de partager des idées reste de les diffuser dans des cercles autres que ceux dans lesquels elles sont produites. Beaucoup déplorent que ces engagements multiples soient moins fréquents aujourd'hui. Je pense aussi qu'il est essentiel de renouer avec cette tradition.

Investir le terrain, c'est aussi batailler sur un terrain symbolique, celui du débat public. L'accès du Front national aux médias est patent. Les affirmations, dérapages, mensonges, erreurs ou prises de position de ses membres doivent trouver une riposte. Ce n'est pas toujours le cas. Or, on sait ce que devient une idée diffusée sans être qualifiée, décortiquée, analysée ou contestée. Elle se diffuse seule, elle se fait apprivoiser par des personnes plus ou moins bien intentionnées. Il devient ensuite plus difficile de la combattre.

### Premier devoir : réduire les inégalités

L'objet de ce livre n'est pas d'exposer un programme recensant l'ensemble des politiques publiques à même de lutter contre les causes de la progression du FN. Cela pourrait être utile mais, d'une part, j'ai déjà traité dans mon précédent ouvrage<sup>63</sup> du lien entre crise économique et montée du FN. En outre, beaucoup d'autres ont déjà accompli ce travail, et beaucoup mieux que je ne serais à même de le faire. Je me suis concentrée ici sur les erreurs politiques et stratégiques commises pour que nous puissions tourner des pages et en ouvrir de nouvelles.

---

63. *Op. cit.*

Néanmoins, il me semble impensable au terme de cette réflexion de ne pas évoquer une question. Dans toutes les réunions que j'ai animées ces dernières années sur le Front national, dans tout ce que j'ai entendu de la part d'électeurs frontistes (ou proches des thèses du FN), un élément me paraît revenir de manière systématique. Il s'agit du caractère insupportable de l'inégalité à laquelle se greffe l'exclusion de l'autre, l'étranger. On évoque beaucoup, à juste titre, les inégalités sociales et territoriales. Mais au-dessus de celles-ci apparaît le sentiment de l'inégalité de traitement. J'évoquais plus haut, reprenant les ouvrages précédemment cités de Joël Gombin et de Nicolas Lebourg notamment, le fait que plus les inégalités sont fortes sur un territoire, plus le vote en faveur du FN est élevé. La gauche ne peut plus ignorer ce phénomène car il dit deux choses au moins. Le FN est vécu comme un parti refuge quand les inégalités constituent un sujet de préoccupation ; la gauche n'est pas le parti « utile » pour se protéger des inégalités.

Les inégalités surgissent quand les mécanismes de redistribution ne fonctionnent pas, ou mal. Or, on a là un enjeu absolument fondamental pour les décennies à venir. L'assise politique de Vladimir Poutine en Russie, l'émergence des populismes européens, la récente victoire de Donald Trump aux États-Unis, les orientations ultrapopulistes du Premier ministre japonais Shinzo Abe montrent qu'un mouvement mondial est à l'œuvre parmi les grandes puissances. C'est ce que l'économiste Laurent Davezies appelle « le nouvel égoïsme territorial ». Il l'explique ainsi : « Les territoires jouaient le jeu de la solidarité nationale tant qu'ils pensaient en retirer des bénéfices. Mais la mondialisation, le changement de grand cycle industriel, la fin d'une forme de "keynésianisme territorial", le renouveau actuel des inégalités, le repli sur soi généralisé dans un monde difficile à l'environnement

compromis et, pour couronner le tout, la grave crise des finances publiques ont fait fondre ces bénéfiques<sup>64</sup>. »

Nous sommes à un point de rencontre critique. Jamais en effet l'interdépendance des États liée à la mondialisation n'a été aussi forte – nécessité d'accords pour réduire le réchauffement climatique, pour la gestion des migrations, pour le partage de l'eau... Et jamais depuis la Seconde Guerre mondiale les États n'ont été autant traversés par ce repli national, par cet égoïsme territorial. Or, sans cette solidarité des États, c'est-à-dire sans l'acceptation de leur besoin mutuel pour leur survie à long terme, point de solidarité infranationale. Les inégalités continueront alors de s'accroître.

Nous sommes, j'en suis convaincue, à l'aube d'un enjeu de civilisation. Ce mouvement mondial populiste, nationaliste, égoïste a divers ressorts mais tous convergent vers une forme de nihilisme, la rétraction au plus près de soi des enjeux de solidarité, la méfiance, voire la défiance tous azimuts. Mais à côté de ce mouvement, d'autres plus modestes, moins influents, moins coordonnés sont à l'œuvre. Il s'agit d'initiatives citoyennes et populaires qui allient respect de l'environnement et solidarités humaines, qui acceptent la complexité du monde<sup>65</sup>. Une légende amérindienne raconte qu'un jour, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés observaient le désastre, impuissants. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas

fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! » Et le colibri lui répondit : « Je le sais, mais je fais ma part. »

Faire sa part : c'est l'anodine conclusion d'une légende amérindienne, mais une inspiration puissante pour les défis qui nous occupent. Nous ne sommes pas à la veille de la bataille, elle est déjà là. D'un côté on a cette vague populiste, nihiliste, égoïste ; le Brexit a fait sauter un verrou, la victoire de Donald Trump un autre. Avec tristesse, je souhaite que ces deux événements aient des conséquences : il faut que le Royaume-Uni sorte rapidement de l'Union européenne, quel qu'en soit l'impact, même pour les plus défavorisés ; il faut que la victoire de Donald Trump ait des conséquences, aussi fâcheuses soient-elles, car sinon le vote n'a plus de sens. De l'autre côté, il y a nous, les progressistes qui osons à peine user du terme, qui croyons en l'avenir, qui pensons que la préservation de la planète n'est pas un choix politique mais une urgence philosophique et un défi humain ; qui considérons que les solidarités sont un principe primordial ; qui ne nions pas la réalité du monde et sa violence, mais voulons *faire notre part* pour réduire les inégalités.

J'ai longtemps pensé qu'être progressiste, être l'héritier de la construction européenne née de la sauvagerie de 1939-1945, c'était porter l'apaisement, une politique des petits pas, le compromis permanent. Je ne le crois plus. Je suis aujourd'hui convaincue que les républicains, les progressistes, les femmes et les hommes qui comptent œuvrer pour leur environnement, doivent aujourd'hui prendre part à la bataille, et non appeler à cesser la guerre. Nous avons la chance de vivre sur un continent où aujourd'hui la guerre reste symbolique, même si les attentats montrent la fragilité de tout. Je ne rêve pas d'un monde strictement égalitaire – les inégalités sont d'ailleurs admises comme

64. Laurent Davezies, *Le Nouvel Égoïsme territorial*, Paris, Seuil, « La République des Idées », 2015, p. 10.

65. Lorsque, en octobre 2016, nous avons organisé à la mairie du XVIII<sup>e</sup> arrondissement une réunion afin de faire appel à des bénévoles pour le centre d'accueil pour les migrants à la porte de la Chapelle, 300 personnes se sont présentées.

un fait établi. Ce qui n'est pas supportable et n'est plus supporté, ce n'est pas que les richesses existent, mais qu'elles ne soient pas réparties et que les inégalités augmentent. Quel paradoxe : la gauche n'a jamais été aussi faible, alors que sa raison d'être n'a jamais été aussi forte. L'enjeu de civilisation est donc bien là. Faisons notre part.

## **CONCLUSION JAMAIS TROP TARD !**

L'extrême droite est un courant protéiforme. Mieux que tout autre, peut-être, il sait capter les sentiments populaires, les remodeler et les exacerber, et ce, depuis son émergence. Elle s'est construite contre la pensée révolutionnaire de 1789, contre l'ambition républicaine d'égalité de tous, elle prospère à chaque période de trouble politique et social. Elle ne peut donc être combattue par ses opposants que de manière permanente. Mais, parce que l'extrême droite sait parfaitement, malgré son atavisme conservateur, s'adapter à chaque contexte historique, nous devons également en permanence renouveler nos analyses et réinventer des outils, forger les argumentaires et adopter les positionnements les plus justes pour la caractériser et la faire reculer.

Travailler sur les erreurs de la gauche face au Front national ne constitue pas un exercice d'autoflagellation. Il ne s'agit pas de rendre la gauche française responsable de la montée de l'extrême droite. Un simple regard autour de nous en Europe atteste un climat global favorable aux mouvements les plus radicaux. Cependant, si un seul parti ne peut être tenu pour comptable de la situation politique et de la propagation des thèses frontistes, il faut convenir de son incapacité à l'avoir enrayer jusqu'à présent.

J'ai choisi d'analyser six erreurs commises par la gauche – erreurs de jugement (sur la nature, la stratégie et les mutations du FN), erreurs

de pratiques politiques (sur le positionnement à adopter, les idées à traiter, les décisions à prendre) – parce qu'à ne pas les reconnaître, nous sommes voués à les reproduire. Et les reproduire, c'est prendre le risque d'être inefficaces, inaudibles et peu crédibles. Ce livre n'offre aucune révélation, rien dont le FN ne pourrait se servir, rien qui ne soit su – par bribes, du moins. Mais je crois qu'il peut permettre de tourner une page, ou plutôt de prendre un autre chemin pour contrer l'extrême droite française sur le bon terrain, avec de nouveaux outils, avec un autre regard. Si c'est un livre militant, il n'est pas simplement destiné à des militants. Je m'adresse à tous ceux qui, impuissants, constatent l'installation du FN dans le paysage politique, qui observent la diffusion de son discours et qui croient en la gauche pour y répondre.

À propos de chacune des erreurs dont je traite dans ce livre, je montre qu'un autre chemin était possible et qu'un nouveau doit être tracé. Toutes ont pour trait commun d'avoir été commises soit par facilité, soit par déni. On les dit trop lourdes, trop ancrées pour être corrigées ou, du moins, pour ne pas être reproduites. Je pense à l'inverse que nous pouvons changer de braquet, assumer nos erreurs et éviter de laisser la droite et l'extrême droite s'affronter au second tour de l'élection présidentielle.

Certains estiment que, vu l'état de la gauche, une défaite lui serait salutaire. Je ne suis pas de ceux-là. Je n'ai jamais pensé qu'un tel échec était le moyen de penser les fautes, un exercice de catharsis collective qui permettrait de revenir devant les électeurs en recherchant le renouvellement de leur confiance. La politique n'est pas un concours où chaque candidat doit revoir sa copie après une défaite. En politique, les échecs ont des conséquences. La gauche ne peut préférer perdre

pour prétendre se soigner. Ce serait imposer aux Français le projet conservateur et réactionnaire de François Fillon.

En réalité, nous n'avons pas le choix : nous n'avons pas le droit de perdre. La gauche est acculée, elle doit se sentir acculée à la victoire par la responsabilité qui est la sienne face au risque d'une société qui se fracturerait plus encore sous un gouvernement de droite. Cette droite aura non seulement les coudées franches, mais fera également preuve de la désinhibition de ceux qui pensent avoir repris ce qui leur appartient : le pouvoir. La gauche doit se préparer à mener l'un des combats les plus difficiles de ces dernières années. Elle doit placer au cœur des débats la réduction des inégalités sociales, scolaires et culturelles, l'enjeu climatique, l'identité républicaine et la consolidation de la laïcité. Bref, la gauche doit créer le débat.

Créer le débat, c'est accepter de le mener avec tous, et donc abandonner le mépris de classe avec lequel nous évoquons parfois les électeurs qui « votent mal ». Trop souvent nous avons répugné à dialoguer avec les électeurs frontistes et de la droite extrême, considérant que leurs préférences politiques revenaient à une mauvaise compréhension des enjeux, comme s'ils étaient incapables de discerner le bon du mauvais. Que n'avons-nous dit des électeurs frontistes, jugés incapables de comprendre les programmes, qualifiés d'inconséquents naïfs briseurs de République ? Je pense, moi, que tous entendent parfaitement les mots de Marine Le Pen et de ses acolytes, qu'aucun n'a de doute sur le bien-fondé de la préférence nationale qu'elle prône, sur le fait que sa laïcité est dirigée contre l'islam et les musulmans et que c'est légitime, sur sa volonté d'alliance avec la Russie de Poutine. Le mépris de classe nous empêche de réfléchir, de comprendre et donc de convaincre.

Convaincre, c'est aussi cesser d'ajouter de la caricature aux excès. François Fillon est assez clair dans ses engagements. Faire de lui le nouveau diable ne ferait que renforcer son électorat. La diabolisation n'a jamais constitué une orientation. Tout son programme peut être démonté et combattu, à commencer par son projet de suppression des emplois publics, en posant des questions simples aux électeurs. L'hôpital peut-il mieux soigner avec moins de médecins, moins d'infirmières, moins d'aides-soignants ? Les écoles pourront-elles mieux enseigner les bases fondamentales avec moins de professeurs ? Les universités formeront-elles mieux avec moins d'enseignants-chercheurs ? La police et la gendarmerie seront-elles plus efficaces avec moins d'effectifs ? Il est là question à la fois de vie quotidienne, d'investissement dans l'avenir et d'égalité républicaine. Les électeurs ont tant à dire et la gauche tant à répondre et plus encore à proposer !

Proposer, c'est faire campagne sur le terrain, là où, depuis quelque temps, tenir ses positions quand on est au Parti socialiste n'est plus si aisé. Or, comment demander aux électeurs de nous faire confiance si nous craignons de les retrouver sur le terrain ? Je sais les militants capables de mener cette campagne de terrain, ils l'ont montré lors des élections municipales de 2014 et des régionales de 2015. Comme d'habitude, ils ont répondu présents, même s'ils étaient moins nombreux qu'en 2012. Si les candidats donnent envie, les militants seront là pour porter le projet de la gauche et les électeurs de gauche répondront présents en masse pour que leur candidat soit présent au second tour.

Porter un projet, ce n'est pas sombrer dans le catalogue indigeste des « mesures concrètes » (une mesure peut-elle être abstraite ?) sous la forme d'une liste répétée de manière automatique et désincarnée.

Porter un projet, c'est dessiner un avenir collectif, ne pas cacher les sacrifices nécessaires mais démontrer ce qu'ils permettent, assumer des choix difficiles avant de les imposer. Nos sociétés ont besoin de politiques de redistribution des richesses. Les inégalités explosent. Nos relations avec les autres États doivent se renforcer pour relever deux défis : celui des migrations, qui resteront d'actualité encore au moins une décennie ; celui du réchauffement climatique, dont les conséquences sont autant sociales et humanitaires qu'environnementales.

Pour faire face à ces défis, la gauche semble entravée. Mais qu'est-ce que la gauche sinon ceux qui s'en réclament ? Sommes-nous individuellement incapables de parler pour elle ? Ne sommes-nous bons qu'à la juger tels des contempteurs immobiles ? Serions-nous devenus des consommateurs de la gauche, ravis de ses victoires, écœurés de ses errements, exigeant remboursement symbolique de nos votes passés ? Au fond, nous sommes la gauche. Soyons en mouvement, montrons-lui par notre engagement et nos secousses ce dont nous sommes capables pour qu'elle produise du sens. Produire du sens, produire du commun pour la France, c'est le dessein de la gauche en cette année 2017, même si rien n'est plus difficile.

La campagne présidentielle qui commence ne peut être uniquement celle de dizaines de milliers de militants des partis politiques, prêts à défendre leur champion comme à chaque élection. Je suis convaincue que cette campagne, plus que toute autre, nécessite l'engagement de chacune et de chacun d'entre nous, parce que l'extrême droite est bien servie par la période et y navigue intelligemment, parce que l'instabilité du monde rend friables nos acquis, parce que la défiance à l'égard des politiques, des médias, des corps intermédiaires en général doit être combattue par

## Apprendre de ses erreurs

l'investissement de chacun pour la chose publique, cette res publica qui a besoin d'être consolidée. Le défi est éminemment difficile. Certains le disent impossible à relever.

Au Mémorial de Caen, sous une photo d'hommes affairés à reconstruire un pont à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on peut lire la devise du génie civil : « Le difficile, nous le faisons immédiatement ; l'impossible demande un peu plus de temps. » Nous avons quelques mois devant nous, ne perdons pas ce temps.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b> .....	9
<b>Introduction</b> .....	17
<b>Une mauvaise compréhension des phénomènes, ou les trois erreurs de jugement</b> .....	23
Première erreur : penser la scission du FN en 1998 comme la mort de l'extrême droite .....	24
Deuxième erreur : penser le 21 avril 2002 comme un accident de parcours de la gauche .....	28
Troisième erreur : penser les cantonales de 2011 comme une victoire électorale, quand elles sont aussi une défaite politique .....	33
<b>Partir du mauvais pied militant ou les trois erreurs pratiques</b> .....	43
Quatrième erreur : alimenter les confusions : « La droite et l'extrême droite, c'est pareil ! Oui ! Mais non ! » .....	43
Cinquième erreur : naviguer entre déni et refus de trancher .....	54
Sixième erreur : refuser de traiter certains sujets, en maltraiter d'autres .....	61
<b>Et maintenant, tournons la page !</b> .....	85
Choisir le terrain et préparer la bataille .....	85
Le terrain est prêt ? Partons en campagne ! .....	90
<b>Conclusion</b>	
<b>Jamais trop tard !</b> .....	101



COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-108-0

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS  
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès  
et de la Fondation européenne d'études progressistes,  
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS  
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR  
FÉVRIER 2017



**SARAH PROUST**

## **APPRENDRE DE SES ERREURS LA GAUCHE FACE AU FRONT NATIONAL**

Le Front national ne cesse de se renforcer. Face à lui, la gauche a-t-elle recouru aux bons outils pour le combattre, aux arguments les plus justes ? Non. Pour Sarah Proust, il est temps de l'admettre, de l'assumer et de changer de cap.

Dans cet essai, elle analyse les erreurs – les errements ? – de la gauche, menant une réflexion lucide et sans tabou.

Une démarche indispensable pour ouvrir les chantiers de l'avenir et être, demain, en ordre de bataille.

**Sarah Proust** est adjointe au maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en charge de la prévention et de la tranquillité publique.

**Sylvain Crépon** est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, maître de conférences en science politique à l'Université de Tours.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)



ISBN : 978-2-36244-108-0

6 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation  
**Jean Jaurès**